



JAB
1225 Chêne-Bourg

Trimestriel - No 53
Septembre - September
Settembre 2016
Tirage/Auflage/Tiratura:
12'000

ligue suisse contre la vivisection schweizer liga gegen vivisektion lega svizzera contro la vivisezione

et pour les droits de l'animal - und für die Rechte der Tiere - e per i diritti dell'animale

LSCV
Case postale 148, 1226 Thônex
T 022 349 73 37
www.lscv.ch
Mitgliederbeitrag / Cotisation
Membre Quota socio CHF 15.-
CCP 12-2745-6
IBAN CH38 0900 0000 1200 2745 6
BIC POFICHBEXXX

Université et ETH de Zürich

Pitié pour les primates

L'Université de Zürich et l'ETH doivent arrêter leurs expériences cruelles et dégradantes sur les primates. Elles doivent s'engager dans le développement de nouvelles méthodes de recherche modernes, éthiques et fiables.

**Contenu en Français,
p. 2 - 13**

Universität und ETH Zürich

Gnade für die Primaten

Die Universität und die ETH Zürich müssen ihre grausamen und entwürdigenden Tierversuche an Primaten einstellen. Sie müssen sich stattdessen für die Entwicklung von modernen, ethisch vertretbaren und zuverlässigen Forschungsmethoden einsetzen.

Inhalt Deutsch S. 14 - 25

Università e ETH di Zurigo

Pietà per i primati

L'Università di Zurigo e l'ETH devono cessare gli esperimenti crudeli e degradanti sui primati. Devono impegnarsi nello sviluppo di nuovi metodi di ricerca moderni, etici ed affidabili.

Contenuto in italiano, p. 26 - 37

Mémento

Chaque don compte !

La LSCV ne reçoit aucune subvention des pouvoirs publics, ce qui lui garantit une totale indépendance. Selon votre lieu de résidence, les dons sont généralement déductibles de vos impôts. Utilisez le bulletin de versement dans ce journal ou procédez par e-banking pour vos dons ou cotisations.

Cotisation annuelle minimale : CHF 15.-

Si cela est possible, préférez les versements par ordre de paiements ou e-banking qui sont gratuits. Chaque versement au guichet postal est facturé par la Poste entre CHF 1.50 et CHF 3.55.

Un immense merci!

Personnes de contact

Vous avez une question concernant le domaine de l'expérimentation animale, un projet à réaliser en lien avec la protection des animaux ou le fonctionnement de la LSCV ? Notre Président Luc Fournier vous répondra volontiers! Contactez-le : l.fournier@lscv.ch



Vous souhaitez organiser des actions, manifestations ou vous avez envie de rejoindre un groupe de militants actifs ?

Pour la Suisse alémanique, contactez (en allemand) notre Co-vice-président Benjamin Frei : b.frei@lscv.ch



Pour la Suisse romande, contactez (en français) notre secrétaire du comité Laurianne Parent et notre Co-vice-président Paul Ecoffey : actions@lscv.ch



Vous avez une question administrative ou d'ordre général, vous souhaitez obtenir le contact direct d'un des membres du Comité ? Contactez (en allemand, français et anglais) notre Trésorière en charge du secrétariat Maja Schmid : admin@lscv.ch ou par téléphone du lundi au vendredi au 022 349 73 37



Vous avez une question concernant les aliments pour chiens et chats non testés sur les animaux ? Contactez Michèle Perroud, en charge de ce domaine : petfood@lscv.ch



Vous avez une question concernant les actions politiques menées pour la protection des animaux dans notre Parlement fédéral ? Contactez Norman Lipari qui coordonne ces actions: info@animaux-parlement.ch



Les legs sont exonérés d'impôts

La LSCV est reconnue d'utilité publique et les dons et legs qu'elle reçoit ne sont pas taxés fiscalement.

Vous souhaitez nous rendre visite ?

Nous vous accueillons avec plaisir du lundi au vendredi de 9h00 à 12h00 et de 14h00 à 17h00, dans les locaux de notre siège situé à Genève :

Adresse

Chemin des Arcs-en-Ciel 3 - 1226 Thônex
T 0041 (0)22 349 73 37
admin@lscv.ch - www.lscv.ch

Adresse courrier

LSCV
Case postale 148
CH - 1226 Thônex

Cotisations et dons

Depuis la Suisse

Compte n° 12-2745-6
IBAN : CH38 0900 0000 1200 2745 6

Depuis l'Europe en EURO

Compte n° 91-438913-2
IBAN : CH40 0900 0000 9143 8913 2
BIC : POFICHBEXXX

Institut : PostFinance, Nordring 8,
3030 Bern

Titulaire : Ligue suisse contre la vivisection et pour les droits de l'animal

Adresse : Case postale 148, 1226 Thônex

Services pour les membres

Petfood

Rabais de 10% sur l'achat de nourriture pour chiens et chats non testée sur les animaux commandée en ligne sur le cro-shop : www.cromania.ch

Demandez-nous votre code rabais à inscrire lors des commandes : petfood@lscv.ch ou 022 349 73 37

Liste des cosmétiques non testés sur les animaux

Télécharger en ligne notre liste mise à jour dans la rubrique «cosmétiques» : www.lscv.ch

Pour la recevoir au format papier, contactez le bureau LSCV.

Information militante

De nombreux flyers, dépliants, autocollants et autre matériel d'information peuvent vous être envoyés gratuitement. Contactez-nous. Liste du matériel : rubrique «édition» www.lscv.ch

IMPRESSION **Ligue Suisse Contre la Vivisection et pour les droits de l'animal (LSCV)**

La LSCV a été fondée à Genève en 1883, dans le mouvement antivivisectioniste né en Angleterre dans les années 1870. La LSCV est une association conforme aux termes de l'article 60 du Code civil suisse. Son fonctionnement, son activité, ses objectifs, la nomination de son comité et l'utilisation de ses avoirs sont fixés par les statuts de l'association, adoptés à l'occasion de l'Assemblée Générale de ses membres le 30 juin 1978. Le siège de la LSCV se trouve à Genève. Un bâtiment acquis sur la commune de Thônex y accueille ses bureaux depuis 1993. Conformément à l'art.2 de ses statuts, la LSCV vise l'abolition totale de la pratique d'expériences médicales, scientifiques ou commerciales sur l'animal vivant (vivisection). Elle s'engage pour obtenir sur l'ensemble du territoire suisse, une législation qui garantisse la défense et le respect des droits de l'animal, et pour permettre l'amélioration constante de cette législation et pour contrôler en permanence son application stricte. Elle promeut et encourage financièrement la création de nouvelles méthodes de recherche scientifique permettant la suppression de l'expérimentation animale. Elle encourage et soutient particulièrement les méthodes dites substitutives (ou alternatives), lesquelles font appel à des tissus ou cellules humaines (modèles *in vitro*) provenant par exemple de biopsies pratiquées en milieu hospitalier, ou de données bio-informatiques (modèles *in silico*). Conformément à l'article 19 de ses statuts, la LSCV ne poursuit aucun but lucratif et ses avoirs ne peuvent être employés que pour la réalisation des buts poursuivis.

Publication : Journal en français, allemand et italien édité quatre fois par année. Sauf mention contraire, les articles sont rédigés en français par la LSCV et traduits /// **PAO et maquette :** LSCV /// **Impression :** sur papier recyclé 60 g² /// **Adresse :** LSCV, Case postale 148, CH - 1226 Thônex

Édito

Chers Membres, amies et amis de la Ligue,
Chers lectrices et lecteurs,

A l'heure où nous publions ce journal, la décision du Tribunal administratif zurichois sur le recours déposé contre une expérience utilisant des singes n'est pas encore connue. Pour cette raison, il est important de maintenir la pression et l'actualité sur ce sujet. La LSCV a organisé un rassemblement le 3 septembre passé au centre-ville de Zürich, suivi d'une marche jusqu'à l'Université et l'ETH de Zürich qui veulent exécuter ces expériences. Notre pétition menée conjointement avec l'ATRA et l'AGSTG contre ces études totalise 50'000 signatures et sera bientôt déposée au parlement zurichois.

Empêcher des expériences de recherche fondamentale, c'est à dire des expériences qui ne visent qu'à étudier un domaine sans en prévoir une quelconque application, devrait être une formalité, lorsque des douleurs ou contraintes sont infligées aux animaux. L'homme devrait être naturellement enclin à épargner des souffrances à un autre être vivant, surtout si ces douleurs ne relèvent pas d'une nécessité pour préserver sa propre existence. Et pourtant, malgré les années qui passent et les nombreuses actions d'information menées, une large majorité de la population n'est toujours à l'écoute que des milieux scientifiques qui assurent que ces études sont indispensables. Et comme ces scientifiques vivent de l'expérimentation animale, on ne peut évidemment pas attendre un autre discours de leur part.

Convaincre la population de l'inutilité de ces expériences n'est pas facile. Surtout lorsque les chercheurs qui partagent ce point de vue n'osent pas l'exprimer publiquement, de peur de se mettre à dos leurs collègues ou de voir les maigres financements qui leur sont alloués se rétrécir plus encore.

Une augmentation des fonds dévolus aux méthodes de remplacement permettra de libérer la parole de ces chercheurs, ceux-ci ayant moins à perdre à s'exprimer publiquement. A ce moment-là, l'opinion publique prendra progressivement conscience qu'il est possible de faire mieux et sans souffrances animales. Cette promotion des méthodes de remplacement, nous y participons, grâce à votre soutien, tout en maintenant nos actions contre l'expérimentation animale. Même si nous ne parvenons à sauver que quelques animaux à chaque fois, ce sont toujours des vies auxquelles seront épargnées des souffrances. Et ces actions contribuent aussi à maintenir la pression sur nos universités, grandes utilisatrices d'animaux pour la recherche. Elles aussi sentent le vent tourner et prennent conscience que leurs recherches ne seront pas indéfiniment justifiables. Progressivement, elles s'engagent aussi dans le domaine des méthodes sans animaux. Nous ne devons pas baisser les bras, même si parfois la situation peut sembler décourageante. Il nous faut trouver des soutiens auprès de la communauté scientifique et pouvoir leur assurer une liberté de parole. Il y a continuellement des centaines de milliers d'animaux détenus dans les sous-sols de nos hautes écoles. Nous ne devons pas les abandonner.



Un lieu qui contribuera à diffuser l'information auprès du public est notre librairie café Happy Books, située au centre-ville de Fribourg. Après deux années de tracasseries abusives et blocages administratifs, nous avons décidé d'ouvrir malgré tout le lieu au public, mais avec un projet différent de celui visé initialement. Vous êtes toutes et tous cordialement invités à son inauguration qui aura lieu le 15 octobre 2016 !

Nous vous souhaitons une bonne lecture et vous adressons nos amicales salutations.

Luc Fournier, Président

Samedi 15 octobre 2016 - 12h00 - 18h00

GOOD NEWS



Happy Books ravira vos papilles



Le samedi 15 octobre, la librairie café LSCV Happy Books située au centre de la ville de Fribourg inaugure son espace café restauration 100% vegan et à prix libres.

Happy Books sera par la suite ouverte chaque semaine du jeudi au samedi de 10h00 à 18h00. **Vous êtes toutes et tous cordialement invités à nous retrouver le 15 octobre dès 14h00 pour fêter dignement ce lancement !**

La librairie propose à la vente des livres pour adultes et enfants, en lien avec des domaines comme le droit des animaux, la santé ou la cuisine végétalienne.

La plupart des ouvrages peuvent aussi être empruntés gratuitement pour une période de 30 jours ou consultés sur place. Un petit espace lecture et jeux est aussi consacré aux enfants.

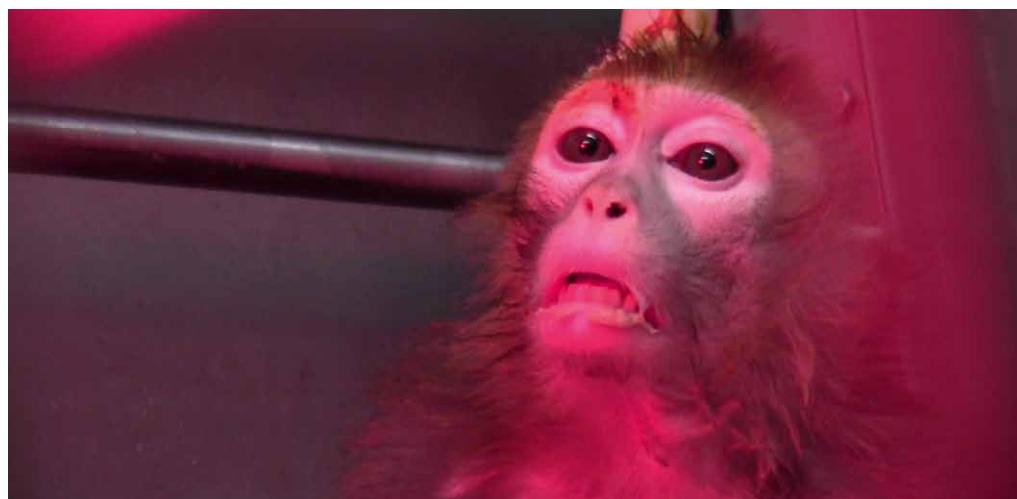


Librairie LSCV Happy Books
Rue Hans-Geiler 2
1700 Fribourg
T 026 321 12 67
happybooks@lscv.ch



Université et ETH de Zürich

Pitié pour les primates



Expériences sur des primates toujours bloquées à Zürich

Bloquées depuis 2014, le Tribunal administratif zurichois devrait bientôt rendre sa décision sur le recours déposé contre les expériences que le neuroscientifique Valerio Mante veut mener sur des singes à l'Institut de neuroinformatique (INI) de l'Université et l'Ecole polytechnique fédérale de Zürich (ETH).

Un projet quasi similaire déjà interdit en 2009

Lorsqu'en avril 2014 Valerio Mante avait déposé sa demande pour mener des expériences sur des macaques, il semblait peu probable qu'il puisse obtenir l'aval de l'autorité cantonale, tant son projet ressemblait à celui interdit en 2009 par le Tribunal fédéral. Contre toute attente et au mépris de la jurisprudence, le service vétérinaire zurichois lui délivrait une autorisation en juillet 2014. Opposés à ces expériences, les trois représentants de protection des animaux de la commission sur l'expérimentation animale du canton de Zürich faisaient opposition à l'autorisation en août 2014.

Comme le prévoit la procédure zurichoise, le Conseil d'Etat était amené à se prononcer sur la validité de l'opposition déposée. Mais quel espoir aurait-on pu placer dans un exécutif qui allouait plusieurs dizaines de milliers de francs à l'Université pour lui permettre de réinstaller des cages pour ses singes avant même d'avoir communiqué sa décision ? Aucun, et c'est sans surprise que le Conseil d'Etat rejettait l'opposition en décembre 2015.

Pour le Conseil d'Etat, la place de la recherche zurichoise prime sur les souffrances infligées aux animaux. Nos universités peuvent expérimenter des animaux sans limite. Tant

que cela rapporte notoriété et contributions au canton, l'éthique passe au second plan. Et peu importe que le Tribunal fédéral ait déjà déclaré ce type d'expérience illicite. Les procédures juridiques étant longues et coûteuses pour les parties impliquées, le Conseil d'Etat ne risquait pas grand chose à prendre des décisions scandaleuses.

Dans le cas présent, les membres de la commission (des organisations Zürcher Tier-schutz et Tier im Recht) n'ont heureusement pas baissé les bras et ont déposé un recours contre les expériences de Mante auprès du Tribunal administratif zurichois. Le recours était également accompagné d'une lettre ouverte adressée au Conseil d'Etat, co-signée par 46 organisations suisses de protection des animaux dont la LSCV. L'université zurichoise elle non plus n'a pas baissé les bras. Et a engagé au frais des contribuables un des plus importants cabinets d'avocat pour attaquer la validité du recours. L'université veut expérimenter ses singes, et elle est prête à dépenser sans compter pour y parvenir. Et le gouvernement zurichois aussi, en prévoyant un investissement de CHF 500'000.- pour la mise aux normes des installations devant héberger les singes. Car les expériences de Mante ne concernent pas un projet isolé. L'INI veut relancer les procédures expérimentales sur les primates, mises en berne depuis 2009.

Des expériences « moins contraignantes »

Prévoyant une vive opposition à son projet, Valerio Mante a pris soin de limiter les contraintes infligées aux animaux en comparaison du projet interdit en 2009. De la durée de l'expérience à la restriction d'eau de boisson, tout a été quasiment divisé de moitié.

Pour le chercheur, les contraintes infligées aux animaux seraient ainsi réduites au strict minimum. Pour preuve, le système d'électrodes implantés chirurgicalement sous anesthésie dans le cerveau des macaques avant le début des expériences, est le même que celui utilisé chez des patients humains traités par stimulation profonde. Le cerveau étant dépourvu de récepteur à la douleur, il n'y aurait donc pas de souffrance.



Sauf que les cas de lésions ou œdèmes autour des électrodes après intervention chirurgicale sur des patients humains sont loin d'être rares. Ensuite, l'administration de petites quantités de courant électrique qui vise à perturber l'activité du cortex préfrontal, a pour objectif de tenter de simuler des troubles de l'humeur ou des psychoses chez les humains. Comment exclure la possibilité que ces troubles puissent subsister une fois la session d'étude journalière terminée ? Les patients humains ne sont pas non plus soumis aux misérables conditions de détention des macaques, qui consistent à rester enfermé dans des cages durant plusieurs années dans les sous-sols d'un laboratoire.

Sauf pour y être extirpé de force et fixé sur une chaise à primate, et maintenu assoiffé durant des heures. Mais surtout, l'évaluation de la contrainte fixée par la législation ne prend pas en compte le sort terrible que subissent ces macaques avant de finir dans un laboratoire. La détention lointaine en cage d'élevage, les maladies provoquées par l'enfermement, le déracinement et le transport dans une caisse en bois au fond de la soute d'un avion, le déchargement et l'expédition dans un centre de quarantaine. Et une dernière expédition par camion jusqu'à sa destination finale. Valerio Mante pense-t-il à

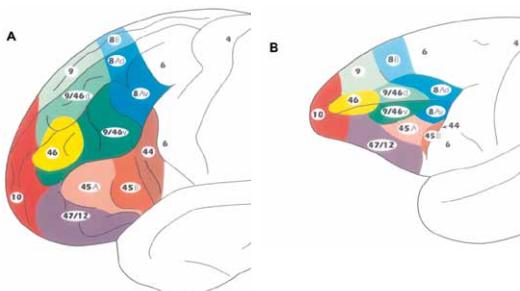


la terreur qu'auront subie les singes qu'il veut expérimenter ? Pourquoi celle-ci n'est-elle jamais prise en compte par l'autorité cantonale lors de la pesée des intérêts ?

Quelle validité scientifique pour l'homme des études de Valerio Mante ?

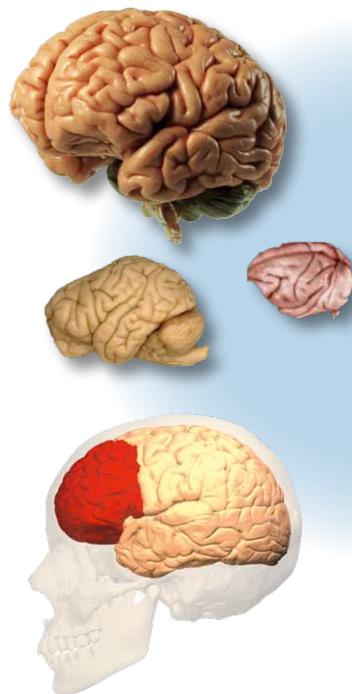
Son projet sur « deux ou trois » macaques rhésus, « dans un premier temps », vise l'étude de populations de neurones dans le cortex préfrontal, zone du cerveau qui regroupe différentes fonctions cognitives comme le langage, la mémoire de travail, le raisonnement, et plus généralement les fonctions exécutives. De nombreuses études sur les animaux sont constamment menées dans ce domaine, avec l'espoir de percer les mécanismes cellulaires impliqués dans des maladies telles que la schizophrénie ou la dépression.

Le cerveau humain diffère évidemment de celui du chimpanzé par sa taille, son organisation et sa complexité. Et plus encore de celui du macaque. Mais à la différence d'autres zones cérébrales, le cortex préfrontal semble présenter des similitudes. Encore que des imageries ont démontré que le cortex préfrontal ventrolatéral n'était pas relié de la même manière aux zones cérébrales impliquées dans l'audition. Ou que le pôle frontal latéral, présent au cœur du cortex préfrontal ventrolatéral humain, n'existe pas chez le singe. Cette région participe à la prise de décision, la planification et la capacité à réaliser plusieurs tâches simultanément.



Comparaison des cortex préfrontaux humain (A) et Macaque (B)

Dans la mesure où une étude vise à acquérir des connaissances nouvelles sur des mécanismes encore inconnus, la validité du modèle de recherche est essentielle. Dans le cas présent, il est juste impossible d'extrapoler à l'homme les résultats obtenus sur le macaque, tant les paramètres impliqués dans ces processus sont nombreux. Ce qui explique la multitude d'études menées depuis des années sans qu'il en ressorte la moindre application clinique efficace pour l'homme. Et les études de Mante ne serviront elles aussi qu'à contribuer à augmenter le tas de papier alimenté par toutes ces études cruelles et coûteuses.



Le cerveau du chimpanzé est environ 3 fois plus petit que celui de l'homme. Celui du macaque est plus petit encore.

Le nombre de synapses assurant les connexions neuronales diffère entre l'homme et le primate. Une étude publiée dans les Comptes rendus de l'Académie américaine des sciences (PNAS) a également mis en évidence une nouvelle asymétrie structurelle du cerveau humain, qui pourrait expliquer notre avance cognitive. Il s'agit du sillon temporal supérieur (STS), un plissement du cortex qui se situe dans le lobe temporal supérieur du cerveau, une structure impliquée dans le langage et la cognition sociale.

En comparant 73 cerveaux de chimpanzés à 177 cerveaux d'humains, une structure asymétrique d'environ 4,5 centimètres de long a été observée dans l'hémisphère droit du cerveau humain.

Au moins 91 gènes impliqués dans les mécanismes neurophysiologiques s'expriment de façons différentes chez l'homme et le singe.

Des études récentes ont mis en évidence des différences d'expression des gènes, qui pourraient expliquer l'évolution plus rapide du cerveau humain.

Expériences sur des primates déjà interdites en 2009

Après trois années de procédures, le Tribunal fédéral (TF) interdisait (1) définitivement le 7 octobre 2009, deux expériences que les chercheurs Daniel Kiper et Kevan Martin voulaient exécuter sur des macaques rhésus à l'Institut de neuroinformatique (INI) de l'Université et l'Ecole polytechnique de Zurich (ETH).

Ces deux projets de recherche fondamentale visaient notamment l'étude de l'activité neuronale dans les différentes zones du cerveau pour localiser les différentes structures visuelles et tenter de comprendre leur organisation. Pour ces études, les singes devaient subir une phase de préparation d'une durée de 3 à 12 mois pour leur apprendre les exercices visuels à exécuter. Durant cette phase, les macaques étaient sortis de leurs cages, emmenés dans le laboratoire et placés dans une chaise à primates. Leur tête était fixée afin de permettre la mesure de l'activité neuronale. Une fois la phase de préparation terminée, les expériences pouvaient commencer. Les mêmes conditions étaient répétées à chaque fois durant 3 heures. En cas de bonne réponse, le macaque recevait quelques gouttes d'eau. Pour le contraindre à participer, il était assoiffé par une privation d'eau durant 12 heures avant l'expérience. L'étude était répétée quotidiennement durant deux ans.

Pesée des intérêts en faveur des macaques

En raison de l'accumulation des contraintes (chaise à primates, privation d'eau et durée totale d'expérience très longue), le tribunal

administratif zurichois, saisi d'un premier recours, avait attribué le degré de gravité 3 à l'expérience. Ce qui est le degré maximal selon la classification établie par le service vétérinaire fédéral. Pour cette raison, la pesée des intérêts (balance entre les souffrances infligées aux animaux et intérêt à acquérir de nouvelles connaissances) effectuée par le service vétérinaire cantonal zurichois qui avait autorisé ces expériences, était elle aussi contestée par le TF.

Pour le TF, l'absence d'application thérapeutique claire est une donnée importante à prendre en considération pour la pesée des intérêts. L'expérience ne peut être autorisée si l'application thérapeutique est lointaine et nécessite de nombreuses expériences futures. «La détermination du gain prévisible de connaissance doit se reposer sur le résultat concret du cas d'espèce et non pas celui d'un grand nombre d'expériences». En vertu de l'article 137 de l'OPAn al.3, le but immédiat doit être le seul à être pris en compte. Compte tenu de ces éléments, mais également de la proximité particulière qui existe entre les primates et les humains, l'expérience ne pouvait être autorisée.

(1) Arrêt du Tribunal fédéral 135 II 405 et 135 II 384 du 7 octobre 2009

Quelles alternatives possibles aux expériences sur les singes ?

Pourquoi ne pas mener ce type d'expérience directement sur des volontaires humains, porteurs ou non d'électrodes déjà implantées en raison d'un traitement en cours ?

« Ce serait illégal » répondait Mante le 26 avril 2016 au journaliste du Beobatcher.

Illégal ? Des imageries médicales de volontaires sont pourtant régulièrement menées à l'étranger. C'est l'une de ces études menées sur 25 volontaires et 25 macaques qui a permis de cartographier la zone préfrontale du cerveau pour en étudier les similitudes entre ces deux espèces. Il ne serait évidemment pas admissible de stimuler le cortex de volontaires pour induire un état dépressif. Pour autant, le réel problème à interpréter les résultats issus des expériences menées sur primates relativise leur nécessité. Plutôt que de continuer à mener des études coûteuses sur des primates au motif qu'il n'est pas possible actuellement de faire la même chose sur des êtres humains, autant utiliser les fonds publics alloués à ces expériences pour, par exemple, affiner les procédés d'imagerie cérébrale. Des études totalement non invasives sur des volontaires seraient alors possibles. Avec des résultats directement applicables à l'espèce concernée.

Naturellement, des chercheurs comme Mante qui ont fait toute leur carrière scientifique en expérimentant des singes, préfèrent continuer dans cette voie et accumuler les publications scientifiques, plutôt que de mettre leur carrière en péril en cherchant d'autres moyens d'étude plus pertinents pour leurs semblables. Ainsi fonctionne le système de la recherche médicale.

Fuite de cerveau ?

Le refus des expériences sur les primates par le TF en 2009 avait suscité les déclarations alarmistes habituelles. Le président de l'ETH Ralph Eichler annonçait : « il est d'ores et déjà à craindre que cette décision aura des conséquences négatives sur la place scientifique zurichoise ». Même la revue Nature s'était fendue d'un éditorial incendiaire. Le chercheur Kevan Martin rappelait lui, que « les scientifiques sont mobiles ». Douce allusion à la sempiternelle « fuite des cerveaux » annoncée. Pen-

Jeu du menteur-menteur

Pour inquiéter la population, les chercheurs clament volontiers que si les expériences sur les primates sont interdites en Suisse, les chercheurs iront les faire en Chine où la protection des animaux est inexisteante.

C'était notamment la teneur du communiqué de presse (1) diffusé le 21 janvier 2016 par l'organisme pro vivisection Forschung für Leben (FFL), fustigeant « l'irresponsabilité » des trois membres de la commission zurichoise ayant osé recourir contre les expérimentations sur les primates de l'université et ETH de Zürich.



« Par leur entêtement, les protecteurs des animaux ne sauveront pas un seul singe » prédisait dans le Tages Anzeiger (2) Rolf Zeller, chercheur à l'université de Bâle et vice-président de FFL. Au motif que ces expériences capitales se feront à l'étranger, où les primates ne bénéficient pas de conditions expérimentales aussi contrôlées qu'en Suisse.

En pratique, les conditions expérimentales sont-elles si différentes à l'étranger ? Lorsque cela arrange les milieux de la recherche, visiblement pas toujours.

Le chercheur en neuroscience de l'EPFL Grégoire Courtine expliquait (3) le 18 avril 2016 à la radio suisse romande revenir ravi d'un séjour en Chine où il avait pu expérimenter quelques primates. Pour lui, pas de différence. À la question de savoir pourquoi ses expériences financées avec des fonds européens s'étaient faites en Chine, le chercheur répondait :



« En Chine, on obéit aux mêmes lois que nos recherches qu'on ferait en Suisse. Mais réalisées dans une structure privée ».

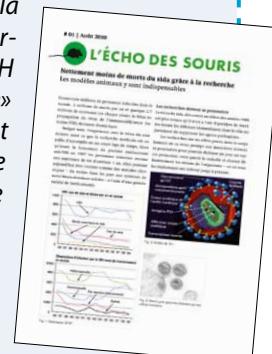
(1) http://www.forschung-leben.ch/forschung-leben-de/assets/File/160121_Weiterzug_Affenversuche_miho_TAL_RZ.pdf ; (2) <http://www.tagesanzeiger.ch/zuerich/stadt/Wissenschaftler ueben harsche Kritik an Tierversuchsgegnern/story/16665546> ; (3) <http://www.rts.ch/la-lere/programmes/le-journal-du-matin/7638201-le-journal-du-matin-du-18-04-2016.html>

sait-il lui aussi quitter la Suisse ?

« Ce serait un jour triste pour moi » répondait le chercheur. Et un mauvais calcul comptable. Les scientifiques ne sont finalement pas si mal lotis en Suisse. En 2016, Kevan Martin est toujours professeur à l'INI...



Kevan A. C. Martin est toujours à l'INI. A défaut de primates, il expérimente maintenant des chats.



A propos de l'Institut de neuroinformatique

L'Institut de neuroinformatique (INI) est un institut appartenant conjointement à l'Université de Zurich (UZH) et l'Ecole polytechnique fédérale de Zurich (ETH). Créé en 1995, l'INI est physiquement situé sur le campus de l'UZH Irchel, Winterthurerstrasse 190, 8057 Zurich.

Les expériences menées concernent surtout des études sur le cerveau. Certaines provoquent des atteintes physiques ou psychiques graves et sont menées sur plusieurs espèces animales. Des rongeurs, des chats, des primates (pour le moment à l'étranger) et même des oiseaux ! La simple lecture de la liste des publications (1) de l'INI et leurs titres (2) sur sa page web permet d'imaginer ce que les animaux endurent dans cet institut. Mais pour quel but ?

L'article 137 de l'Ordonnance sur le protection des animaux (OPAn) exige d'une expérience qu'elle réponde au « caractère indispensable », défini comme suit : l'expérience doit avoir un rapport avec la sauvegarde et la protection de la vie ou de la santé humaines ou animales, ou apporter des connaissances nouvelles sur des phénomènes vitaux essentiels.

Quel est le caractère indispensable de ces expériences de recherche fondamentales qui visent l'étude les mécanismes neuronaux impliqués dans le chant des oiseaux ?

Quelle est la légalité de ces expériences ?

Les études d'Alessandro Canopoli ont été menées sur 40 jeunes Diamant mandarins (zebra finches). Après avoir été exposés régulièrement à un chant, d'importantes lésions bilatérales irréversibles ont été induites par une injection d'acide ibotenic (un puissant neurotoxique) dans leur cerveau pour en étudier les effets sur la mémoire.



(1) <https://www.ini.uzh.ch/publications>

(2) Lesions of a higher auditory brain area during a sensorimotor period do not impair birdsong learning

Neural code alterations and abnormal time patterns in Parkinson's disease

Local Circuits for Contrast Normalization and Adaptation Investigated with Two-Photon Imaging in Cat Primary Visual Cortex

Spatial Representations in Local Field Potential Activity of Primate Anterior Intraparietal Cortex (AIP)



Expérimentations sur les primates dans le monde

Chaque année, environ 100'000 singes et grands singes sont utilisés dans le monde pour la recherche.

50'000 sont expérimentés aux Etats-Unis.

Huit centres nationaux en détiennent près de 30'000 de 20 espèces différentes, auxquels s'ajoutent des importations provenant d'Indonésie ou de Chine, laquelle en détient environ 100'000, dont 70'000 sont des femelles reproductrices. Le coût (environ 800 dollars) d'un primate en Chine est dix fois moins élevé qu'aux Etats-Unis. La Chine exécute aussi à bas prix pour les industries occidentales des tests de toxicité sur ces animaux pour un coût de 2'000 à 5'000 dollars par singe. Les autres pays exportateurs de primates pour la recherche sont principalement l'Indonésie, Israël, le Kenya, et l'Île Maurice, avec 20% du marché.

10'000 à 12'000 primates sont expérimentés dans les laboratoires de l'Union Européenne, principalement au Royaume-Uni, en France et en Allemagne. 67% sont utilisés pour des tests toxicologiques ou précliniques, 15% en recherche et développement et 15% pour la recherche fondamentale.

Expérimentations sur les primates en Suisse

Selon les statistiques publiées par l'autorité fédérale (OSAV), entre 200 et 300 primates sont expérimentés chaque année en Suisse. Parmi les 3'439 primates utilisés entre 2010 et 2015, 1'043 animaux ont subi une

expérience contraignante. 26 primates ont été soumis à des expériences très contraignantes, pouvant entraîner leur mort (gradation 3).

Trois cantons mènent des expérimentations sur des primates en Suisse. Il s'agit de Bâle-Ville, Zürich et Fribourg.

120 primates (178 en 2014) ont été expérimentés à Bâle-Ville en 2015 par les entreprises pharmaceutiques Novartis et Roche.

78 primates (73 en 2014) ont été expérimentés par l'Université et l'ETH de Zürich et l'Université de Fribourg. Ces expériences sont menées principalement grâce à d'importants financements publics, provenant en partie du FNS et des cantons.

L'Université et l'ETH de Zürich mènent diverses études fondamentales dans des domaines comme la cognition, la locomotion ou la xénotransplantation des îlots de Langernhans.

L'Université de Fribourg mène principalement des études sur les lésions cérébrales et de la moelle épinière. Ses installations lui permettent de détenir jusqu'à 25 singes. L'université a investi CHF 500'000.- pour la mise aux normes des installations et la construction de chambres de détention pouvant détenir de 2 à 5 primates.

Nombre de primates expérimentés par année, selon les statistiques de l'OSAV

Cantons	2010	2011	2012	2013	2014	2015
BS	231	222	165	213	178	120
FR, ZH	70	59	112	109	73	78
Total	320	281	277	322	251	198

Origine des primates pour la recherche en Suisse

Les grands primates utilisés dans nos laboratoires sont principalement des macaques (*macaca fascicularis* et *mulatta*). Ces animaux se trouvent en annexe II de la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction, ce qui permet leur commercialisation avec un permis Cites.

L'article 118, alinéa 4 de l'Ordonnance sur la protection des animaux (OPAn), dispose que «Seuls les primates issus d'un élevage peuvent être utilisés pour l'expérimentation animale». La Suisse ne disposant pas d'élevage de primates, elle les achète auprès d'entités comme le centre de primatologie de Göttingen (DPZ) en Allemagne, ou d'entreprises privées comme Bioprim. Eux-mêmes se fournissent auprès de sociétés situées en Asie ou à l'île Maurice, lesquelles capturent des animaux dans leur milieu naturel pour les utiliser comme reproducteurs.

Pourquoi continuellement capturer des singes dans la nature ? Parce que les primates se reproduisent mal en captivité, même pour des espèces comme les macaques qui peuvent se multiplier rapidement à l'état sauvage. Il est possible d'obtenir une première génération F1 de primates à partir d'animaux sauvages. Mais cela devient extrêmement difficile d'obtenir une génération F2. Pour fournir en suffisance les laboratoires, il est nécessaire d'aller prélever dans la nature de nouveaux reproducteurs. Indirectement, la recherche

sur les primates menée en Suisse contribue à la capture et aux décimations de groupes entiers en milieu naturel.

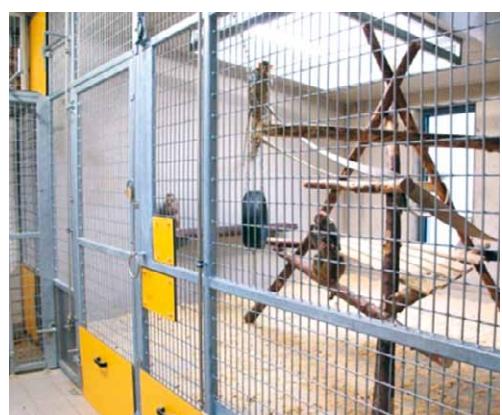
Pour ces raisons, plusieurs pays ont interdit l'exportation des primates, comme le Brésil en 1967, le Pérou en 1973, la Thaïlande en 1975 ou la Malaisie en 1984.



Les primates non humains (PNH) se reproduisent mal en captivité. Selon les dernières statistiques publiées en France pour l'année 2014, les PNH de deuxième génération en captivité ou ultérieure (F2 ou plus) ne représentent que 5% des animaux utilisés.

Les macaques expérimentés en Suisse proviennent principalement des élevages d'Asie et de l'île Maurice où ce commerce rapporte des millions au gouvernement. Les animaux sont expédiés par avion et déchargés en France chez Bioprim ou en Allemagne au DPZ. Ils y restent maintenus en quarantaine durant plusieurs semaines pour y réaliser des tests sanitaires. Les animaux sains sont transportés dans les laboratoires suisses, les autres sont éliminés.

Le Deutsches Primatenzentrum (DPZ) est situé à Göttingen, au centre de l'Allemagne. Cet institut de recherche public détient 1'400 primates et vend ses animaux plusieurs milliers de francs pièce. Il y élève 9 espèces, dont les macaques rhésus, crabier et Oustitis à toupet blancs, qui sont les primates les plus utilisés dans nos laboratoires.



La société Bioprim a été créée en 2001 à Baziège, dans le Sud-Ouest de la France. Elle loue 2'000 m² dans le parc de Lantarès, un zoo privé fermé au public, sur les 10 hectares que compte le site. Bioprim vise l'agrandissement de ses structures pour y détenir 500 primates et concurrencer le centre public de primatologie de Strasbourg, dont 650 des 800 animaux détenus sont vendus chaque année à différents laboratoires.



Elevages de primates à Maurice

Activité en pleine expansion sur l'île, l'élevage des macaques cynomolgus ou crabier (*Macaca fascicularis*) pour les laboratoires occupe six entreprises :

Noveprim Group, Les Campêches Ltd, Biodia Co Ltd, Bioculture (Mauritius) Ltd, Bio Sphère et Prima Cyno Ltd.

Noveprim Group a été fondé en 1990 sous le nom CRP. Il détient 5'000 singes répartis sur 4 sites : Goyave, Royal, Nouvelle Terre et Les Campêches. Chaque site héberge 1'700 femelles reproductrices. Les animaux vivent dans des volières extérieures qui sont composées de 40 animaux en moyenne. Toutes les femelles capturées servent à augmenter le nombre de reproductrices dans l'élevage. Un autre site à Chamouny est destiné à la réception des animaux capturés et à leur acclimatation à la captivité. Ces animaux sont ensuite transférés sur les sites de reproduction.

Noveprim Group exporte chaque année 3'000 macaques en Europe et aux Etats-Unis pour des études d'innocuité des médicaments avant les essais cliniques sur l'homme. Fin 2003, le groupe américain Covance est entré dans son capital.

Bioculture (Mauritius) Ltd a été fondée en 1985. Elle est devenue presque exclusivement fournisseur du marché américain suite à un contrat de distribution signé avec la société américaine Charles River, l'une des plus importantes société de production d'animaux de laboratoire dans le monde.

Bodia Co Ltd détient 8000 singes dans ses deux fermes à Clarens et Tamarin.

Ces entreprises s'occupent toutes de la capture, de l'élevage et de l'exportation de singes pour la recherche. Les Etats-Unis en importent le plus grand nombre (2'608 singes en 2013). Viennent ensuite le Royaume-Uni, la France, l'Allemagne, Singapour, le Canada, le Mexique et l'Espagne. **La Suisse n'apparaît pas dans ces statistiques car elle achète les primates mauriciens via la France (Bioprim) ou l'Allemagne (DPZ).**

L'exportation de 6'591 primates (6'054 en 2013, 6'464 en 2012, données de Statistics Mauritius) durant les neufs premiers mois de 2014, a rapporté un peu plus de 14,2 millions d'euros. Soit environ 2'150 euros par animal.



En chiffres

2'000 personnes travaillent pour ce commerce. Cet effectif comprend les équipes dirigeantes, les vétérinaires, les soigneurs et les fournisseurs de singes.

2 ans. C'est, en moyenne, l'âge auquel les singes sont exportés vers les laboratoires. Ce délai doit permettre aux primates d'être sevrés.

6'000 à 8'000 macaques quittent chaque année les fermes mauriciennes pour les laboratoires.

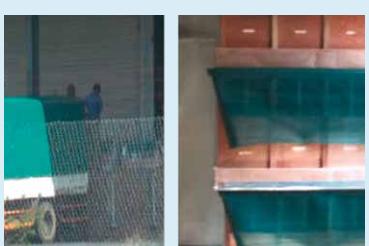
8'000. C'est le nombre de femelles reproductrices en captivité.

25 à 30 ans. C'est la durée de vie maximale d'un macaque dans son milieu naturel.

50'000 singes sont actuellement élevés dans les fermes à Maurice.

60'000. C'est le nombre estimé de macaques sauvages vivant sur l'île.

200 dollars. C'est le prix moyen auquel le groupe achète un macaque auprès des propriétaires terriens qui fournissent les singes.



Profession : trappeur de singes

Nazir Jaffar, 33 ans, installe depuis plusieurs années des pièges pour capturer des primates à Midlands et dans la région de Montagne-Blanche. Cette activité lui rapporte gros. «*J'ai construit plus de la moitié de ma maison avec l'argent obtenu de la vente des singes que je capture*».

«*Souvent, on me vole mes pièges avec les singes qui s'y trouvent. L'autre jour, j'avais oublié de nourrir les singes capturés. Ils se sont battus à l'intérieur des cages et quand j'ai ouvert, j'ai été mordu et ils se sont enfuis.*» Debout devant une cage contenant six singes, dont une guenon et ses petits, Jaffar dit qu'il a placé une quinzaine de pièges dans différentes régions du centre de l'île. Il part chaque jour vers 4 heures du matin pour vérifier ses pièges et enlever les animaux pris. Il embarque alors les singes capturés dans des sacs en jute pour les transporter chez lui.

Jaffar encaisse environ 30 dollars par singe, qui sera vendu entre 3 et 6 fois plus cher à un élevage de l'île. Qui revendra sa descendance plusieurs milliers de dollars. Si Jaffar est un trappeur reconnu, plusieurs milliers de braconniers fournitiraient aussi les élevages de l'île.

Interview publiée en 2005 dans le journal l'Express.mu



Quelles méthodes sont employées à Maurice dans les centres d'élevage de primates ?

Une thèse vétérinaire publiée en 2005 dévoile la forte mortalité induite par des sevrages précoces ou le stress dû à la captivité. Extraits :

Capture

(...) Les macaques capturés passent 5 jours en cages individuelles afin d'être déparasités, tatoués, et tuberculins. Ensuite ils sont mis en quarantaine. Les macaques étant capturés sans discrimination de sexe ni d'âge. Une mise en lot homogène est effectuée. Lors de la quarantaine après leur capture, les animaux subissent 5 intradermotuberculisations à 15 jours d'intervalle dans la paupière gauche. Durant cette longue quarantaine, les vétérinaires effectuent un déparasitage interne et externe.

(...) Les macaques sont affectés par de nombreuses maladies infectieuses qui parfois sont des zoonoses. On sait que la capture est un événement particulièrement stressant pour les animaux sauvages, avec notamment le stress du transport, le déplacement géographique et la lutte pour



la liberté. Ces stress peuvent avoir de graves conséquences sur l'état de santé physique, physiologique et mental de l'animal. (...) Toutes les femelles capturées servent à augmenter le nombre de reproductrices dans l'élevage.

Elevage

(...) La gestation du Macaca fascicularis dure 167 jours en moyenne et les portées se limitent à un et exceptionnellement deux petits. L'instinct maternel est très fort et les petits sont sevrés vers l'âge de 9 mois dans le milieu naturel.

(...) Les animaux ont entre 10 et 12 mois et pèsent entre 1,2 kg et 2,2 kg au moment de la séparation maternelle. Les animaux sont attrapés avec leur mère, puis séparés pour une pesée et l'administration d'un complément vitaminé. Ils sont ensuite placés dans une cage de transport et relâchés dans leur nouvelle volière avec des animaux sevrés le même jour provenant des autres volières d'élevage. Les volières regroupent environ 40 animaux. Ce mélange d'animaux de provenance et de maturité différentes dans un espace confiné représente un risque important d'apparition de maladies infectieuses et de diarrhées. Chaque animalier a la responsabilité de 4 volières. Il est chargé de les nettoyer, de distribuer la nourriture, de noter les naissances, les mortalités et de signaler toute anomalie au personnel encadrant.



(...) La réponse à la séparation mère-jeune chez plusieurs espèces de macaques inclut l'altération des fonctions physiologiques : baisse de la fréquence cardiaque, augmentation de la cortisolémie, baisse de la température corporelle chez la mère et le jeune. Les variations augmentent avec l'intensité de la réponse de protestation et de désespoir : les enfants qui crient le plus souvent et qui restent le plus longtemps en position de retrait après la séparation présentent les modifications les plus marquées.



(...) En captivité, le confinement, le regroupement d'individus issus de groupes sociaux différents, la proximité de l'homme, sont autant de facteurs favorisant l'apparition et le maintien de maladies infectieuses. L'apparition d'une maladie infectieuse dans une volière est un événement qui peut être grave avec des taux de morbidité et de mortalité élevés car la promiscuité favorise la contamination des animaux de toute la colonie.

La mortalité est extrêmement élevée si aucun traitement n'est instauré rapidement. Les pertes d'animaux représentent un manque à gagner pour l'élevage. On estime dans les centres de recherches que 31 à 67% des mortalités sont dues à des affections gastro-intestinales. (...) Toutes affections sur les animaux de laboratoire ont des répercussions économiques considérables. En effet, les traitements entrepris, le temps pendant lequel les lots d'animaux restent inutilisables sont autant de pertes sèches pour les laboratoires d'accueil.

Thèse de Jérôme Dufour (2005) menée dans les élevages de Noveprim « Les diarrhées du macaque cynomolgus (Macaca fascicularis) : essai de prophylaxie dans un élevage de l'île Maurice ». Ecole Nationale Vétérinaire de Toulouse. http://oatao.univ-toulouse.fr/1127/1/celdran_1127.pdf

Expérimentations sur des primates

Mauvais traitements, tortures psychiques et violences

Régulièrement, des scènes insoutenables filmées en caméras cachées sont révélées au public. Elles ne proviennent pas d'un laboratoire en Asie ou aux Etats-Unis, mais de laboratoires européens. En Suisse aussi, des expériences de recherche fondamentale sont infligées à des primates terrorisés. Pour un gain scientifique qui reste toujours à démontrer.

2003 - Covance Münster (DE)

En décembre 2003, un activiste de la BUAV infiltré depuis cinq mois dans l'un des laboratoires de la société Covance rend publiques des images tournées en caméra cachée. On y voit des employés du centre s'amuser à ridiculiser des primates en les forçant à danser en balançant la tête sur de la musique. Un laborantin est même surpris en train d'enfoncer un tube dans la gorge d'un singe. Les images montrent aussi les cages minuscules où sont confinés les animaux pour des périodes qui peuvent durer jusqu'à plusieurs années. La société Covance (rachetée en 2014 par LabCorp) offre ses services aux industries pharmaceutiques et chimiques pour tester leurs molécules ou nouveaux produits. Plusieurs entreprises suisses figurent parmi ses clients.



2005 - EPF Zurich (CH)

Dès leur naissance, des bébés singes étaient séparés chaque jour de leur mère et maintenus isolés durant une période de 30 minutes à 2 heures. Les bébés hurlant de peur étaient ensuite rendus à leur mère, et une fois calmés, replacés dans les cellules d'isolation. L'angoisse constante dans laquelle ces bébés étaient plongés, visait à modéliser des troubles du comportement et un état dépressif pour étudier les effets de la séparation chez l'enfant. Rendues publiques grâce à une source anonyme, ces expériences qui ont choqué la population ont été interdites.



2014 - Max-Planck, Tübingen (DE)

Le 10 septembre 2014, la chaîne allemande Stern TV diffuse un film tourné en caméra cachée dans le laboratoire allemand Max-Planck à Tübingen, dans le land de Bade-Wurtemberg. Les images prises durant sept mois, de 2013 à 2014 montrent des macaques visiblement laissés sans soins, le visage et le crane ensanglantés par des trépanations. Pour faciliter les interventions sur le cerveau des singes, des implants en titane sont fixés au sommet de leur crâne. Ces implants servent aussi à immobiliser la tête des primates pendant les expériences.





Manifestation LSCV contre les expériences sur les singes à Zurich



Rassemblé le 3 septembre 2016 à la gare de Zurich, le cortège s'est rendu jusqu'à l'Ecole polytechnique fédérale (ETH) où un discours et un happening ont clôturé la manifestation.

Mention spéciale pour la police zurichoise qui comme d'habitude a essayé de réduire au strict minimum le droit à la liberté d'expression : cortège limité à 70 participants, obligation de cheminer sur les trottoirs et interdiction de manifester sur l'esplanade de l'ETH. Le cortège a aussi été suivi par de nombreux policiers avec au final une arrivée de renforts casqués et armés de fusil à balle caoutchouc. Tout ça pour une centaine de manifestants. Au moins, les zurichois savent comment s'occupent leur police et à quoi servent leurs impôts. Un grand merci aux militants qui ont pu distribuer aux passants des centaines de tracts informatifs aux abords du cortège. Et à tous les participants qui par leur présence ont contribué à maintenir la pression. Le campus de l'UNI et l'ETH est le plus important site public d'expérimentation animale de Suisse. Ces expériences cruelles doivent cesser.



Bâle-Ville - Lancement d'une initiative cantonale

Des Droits fondamentaux pour les primates

Lancée par le collectif Sentience Politics, l'initiative vise à modifier la constitution bâloise en y inscrivant le droit pour les primates non humains à l'intégrité physique et psychique (art. 11, al. 2, let.c (nouveau)).

Pour autant que l'initiative aboutisse et qu'elle soit par la suite approuvée par la population, cela signifie que l'industrie pharmaceutique bâloise devra cesser ses expériences sur les primates. Le zoo de Bâle pourra continuer à en détenir sous certaines conditions (environnement et détention conformes aux besoins de l'espèce, interdiction de faire de la reproduction, etc.) La LSCV soutient activement cette initiative qui est un premier pas vers une reconnaissance de la notion de droit pour les animaux.

L'initiative à signer est publiée en page 40 du journal. Attention : seuls les habitants résidant dans le canton de Bâle-Ville et disposant du droit de vote peuvent signer !

Merci de ne pas le faire si vous ne répondez pas aux conditions obligatoires.

Pour participer à la récolte des signatures dans le canton de Bâle-Ville, vous pouvez contacter Benjamin : b.frei@lscv.ch ou 079 604 02 90

Toutes les infos sur l'initiative en allemand et anglais se trouvent sur le site internet de Sentience Politics : <https://sentience-politics.org>

Mille mercis !

Courses de lévriers bientôt interdites dans un Etat australien

Après une série de scandales sur l'utilisation de leurres vivants et l'abattage de chiens, le Premier ministre de la Nouvelle-Galles du Sud (Australie) Mike Baird a annoncé que les courses de lévriers seront interdites dans cet Etat à partir du 1er juillet 2017. 68'000 chiens auraient été abattus ces douze dernières années et 10 à 20% des entraîneurs sont soupçonnés d'utiliser des leurres vivants.



Rachat de produits bios et vegan par Danone

Le géant français de l'agroalimentaire Danone a annoncé en juillet 2016 le rachat du groupe américain The WhiteWave Foods pour 12,5 milliards de dollars. Avec ce rachat, ce sont des marques emblématiques bios ou spécialisées dans les boissons végétales comme, So Delicious, Silk, Alpro ou Vega qui passent sous la direction de Danone.



Production d'animaux de laboratoires



ENVIGO, pour le pire

Les sociétés Huntingdon Life Sciences et Harlan Laboratories, régulièrement dénoncées pour les maltraitances infligées aux animaux dans leurs laboratoires, ont fusionné en une nouvelle entité baptisée Envigo.

Avec un effectif total de 3800 employés, Envigo devient le deuxième fournisseur d'animaux pour la recherche et le troisième dans le secteur du développement préclinique pour la pharma. Envigo offre ses services aux industries pour l'administration forcée à des cohortes de rongeurs, lapins, chiens et primates, de substances chimiques et autres molécules pour en évaluer la toxicité. Il produit aussi à la demande des millions de modèles animaux porteurs de modifications génétiques ou maladies selon les besoins des chercheurs.

Le marché annuel de la production d'animaux pour les laboratoires est estimé à 1 milliard de dollars.

Allemagne

Pour le tribunal, le broyage des poussins est conforme à la protection des animaux

Saisi par 11 accusateurs, le Tribunal administratif supérieur (OVG) de Münster a contesté le 20 mai 2016 la volonté du ministre de l'Environnement, de l'Agriculture et de l'Energie du land allemand de Rhénanie-du-nord-Westphalie Johannes Remmel, d'interdire le broyage des poussins.

Pour le Tribunal, il s'agit de faire une pesée des intérêts entre les aspects éthiques de la protection des animaux et les intérêts économiques humains. Les poussins mâles n'ayant pas de débouché sur le marché, leur élimination « fait partie du processus pour fournir à la population des œufs et de la viande ». 48 millions de poussins sont éliminés chaque année en Allemagne. En Suisse, le broyage (homogénéisation) est aussi autorisé par la législation



(art. 183, al. 1 OPAn). Selon le service vétérinaire fédéral (OSAV), il n'existe plus de mise à mort par broyage. Tous les poussins seraient éliminés par CO2. Ce qui n'est pas mieux, ou peut-être même pire selon le système de gazage utilisé.

Le plus simple ? Se passer d'œufs. Et de manière générale de tous produits animaux.





Dans le cadre de la semaine d'information sur le Botox, menée conjointement dans 11 pays européens du 18 au 24 juillet 2016 avec nos collègues de l'ECEAE, la LSCV a mené plusieurs actions de protestation en Suisse romande et Suisse alémanique.

Cette année, la campagne ciblait la société El-SAI et ses tests sur animaux pour la fabrication de son produit NeuroBloc à base de toxine botulique B. Des centaines de cartes postales ont été envoyées à son siège zurichois et des flyers informatifs ont été imprimés et distribués aux passants. Suite à plusieurs années de

campagne de protestation contre la société américaine Allergan, celle-ci a mis fin aux tests sur les animaux et a fait valider en 2012 un test *in vitro* de remplacement. La campagne vise maintenant les autres fabricants pour qu'ils s'engagent à leur tour dans le développement d'un test substitutif.



Bien qu'utilisée initialement à des fins médicales pour soigner des pathologies telles que le torticolis musculaire congénital ou encore la migraine chronique, la toxine botulique est plus connue pour son usage cosmétique. Rassemblés sous l'appellation générique « Botox », les différents produits à base de toxine botulique sont administrés sous forme d'injections, lesquelles induisent une légère paralysie qui atténue temporairement l'apparition des petites rides faciales. La toxine botulique est produite par une bactérie. Elle est la plus puissante neurotoxine disponible sur le marché. Chaque lot de produits à base de toxine botulique fait l'objet de tests, afin de contrôler leur efficacité et leur sécurité.

Chaque année, environ 600'000 rongeurs sont soumis au test de la LD50 (dose létale à 50%) pour évaluer ces produits. Suite à l'injection dans l'abdomen d'un groupe de 100 souris ou rats, la moitié au moins de ces animaux agoniseront lentement, pleinement conscients, durant plusieurs jours. La toxine induit d'abord une paralysie, l'asphyxie, puis le coma et la mort.



accueil PARLEMENT FÉDÉRAL ÉLECTIONS 2015 EVALUATIONS QUI SOMMES NOUS CONTACT

ÉLECTIONS 2015

Quels sont les candidats qui sont sensibles à la cause animale et pourront contribuer à son évolution? Quels sont à l'inverse les candidats qui risquent de s'opposer à l'amélioration du sort des animaux ou qui n'y accorderont pas d'importance?

SUIVEZ LA CLASSIFICATION ÉTABLIE PAR CANTON OU RÉGION LINGUIQUE

SUISSE ROMANDE (FRANÇAIS) SUISSE ALÉMANIQUE (ALLEMAND) TESSIN (ITALIEN)

www.animaux-parlement.ch

Trop d'objets visant une meilleure protection des animaux sont régulièrement rejetés. La protection des animaux en Suisse se décide à Berne et nous avons besoin d'élus à même de s'engager pour cette cause.

animaux-parlement.ch est une plateforme web qui renseigne sur les activités et prises de positions dans le domaine des animaux et de leur protection, des Conseillers nationaux et aux Etats élus au parlement fédéral ou des personnes qui se portent candidates à l'élection.

Divers menus déroulant permettent de trouver pour chaque canton les noms des candidats et élus favorables à la protection des animaux, également ceux qui s'y opposent ou qui agissent contre une amélioration de la situation actuelle. Le classement des élus et candidats prend exclusivement en compte le domaine mentionné ci-dessus, indépendamment des idées et objectifs partis qu'ils représentent.

animaux-parlement.ch est apolitique, gérée par un collectif issu de diverses organisations de protection des animaux, lesquelles soutiennent la plateforme.

Mémento

Jede Spende zählt!

Die LSCV erhält keine Mittel von der öffentlichen Hand und ist deshalb vollständig unabhängig. Spenden sind grundsätzlich von den Steuern absetzbar, je nach Wohnort gelten jedoch andere Regeln. Sie können Ihre Spende oder Ihren Mitgliederbeitrag mit dem Einzahlungsschein, der dieser Zeitung beiliegt, oder per E-Banking überweisen. Jahresbeitrag für Mitglieder: mindestens CHF 15.-

Wenn möglich verwenden Sie bitte einen Zahlungsauftrag oder E-Banking, da diese für uns gebührenfrei sind. Für jede Einzahlung am Postschalter berechnet uns die Post eine Gebühr von 1.50 bis 3.55 Franken.

Vielen herzlichen Dank!

Kontaktpersonen

Haben Sie Fragen zu Tierversuchen oder zur LSCV oder wollen Sie ein Tierschutzprojekt umsetzen? Unser Präsident Luc Fournier beantwortet Ihre Fragen gerne. Kontaktieren Sie ihn unter l.fournier@lscv.ch.



Möchten Sie eine Aktion oder Demo organisieren oder bei einer Aktivistengruppe mitmachen?



Wenden Sie sich für die Deutschschweiz an unseren Co-Vizepräsidenten Benjamin Frei: b.frei@lscv.ch.

Für die Romandie sind unsere Vorstandssekretärin Laurianne Parent und unser Co-Vizepräsident Paul Ecoffey zuständig. Sie erreichen sie unter: actions@lscv.ch.



Haben Sie eine administrative oder allgemeine Frage oder möchten Sie direkt mit einem Vorstandsmitglied Kontakt aufnehmen? Kontaktieren Sie unsere Kassiererin Maja Schmid im LSCV-Sekretariat unter admin@lscv.ch oder von Montag bis Freitag unter 022 349 73 37 (auf Deutsch, Französisch und Englisch).



Haben Sie Fragen zu tierversuchsfreier Hunde- und Katzennahrung? Michèle Perroud gibt Ihnen gerne Auskunft: petfood@lscv.ch.



Haben Sie Fragen zu politischen Aktionen im Bereich Tierschutz im eidgenössischen Parlament? Kontaktieren Sie Norman Lipari, der die Aktionen koordiniert: info@tier-parlament.ch.



Legate sind steuerfrei

Die LSCV ist als gemeinnützige Organisation anerkannt und die ihr zugewendeten Legate sind steuerbefreit.

Möchten Sie uns besuchen?

Wir empfangen Sie gerne von Montag bis Donnerstag, 9 bis 12 Uhr und 14 bis 17 Uhr, sowie am Freitag von 9 bis 12 Uhr am LSCV-Sitz in Genf.

Adresse:

Chemin des Arcs-en-Ciel 3
1226 Thônex
T 0041 (0)22 349 73 37
admin@lscv.ch
www.lscv.ch

Postadresse:

LSCV
Postfach 148
CH-1226 Thônex

Als Mitglied erhalten Sie die LSCV-Zeitung viermal jährlich

Bitte teilen Sie uns Adressänderungen mit. Die Post berechnet uns 2.00 Franken pro retournierte Zeitung und teilt uns neue Adressen nicht mehr mit.

Lassen Sie es uns bitte wissen, wenn Sie die Zeitung nicht erhalten. Die Zeitung erscheint jeweils im März, Juni, September/Oktobe und Dezember.

Helfen Sie mit, unsere Infos zu verteilen

Sie möchten die LSCV-Zeitung in den Briefkästen in Ihrem Wohnquartier oder an einem anderen Ort verteilen? Wir schicken Ihnen gerne die gewünschte Anzahl Exemplare zu.

IMPRESSUM Schweizer Liga gegen Vivisektion und für die Rechte des Tieres (LSCV)

Die LSCV wurde in Genf im Jahr 1883 im Rahmen der Bewegung gegen die Vivisektion gegründet, die in den 1870-Jahren in England entstand. Die LSCV ist ein Verein gemäss Art. 60 des Schweizerischen Zivilgesetzbuches. Ihre Funktionsweise, ihre Aktivität, ihre Ziele, die Ernennung ihres Vorstandes und die Verwendung ihrer Guthaben wurden in den Vereinsstatuten festgelegt, welche ihre Mitglieder an der Generalversammlung vom 30. Juni 1978 verabschiedeten. Der Sitz der LSCV befindet sich in Genf. Seit 1993 sind die Büros in einem Chalet, in der Genfer Gemeinde Thônex untergebracht. Gemäss Art. 2 ihrer Statuten strebt die LSCV die völlige Abschaffung „von medizinischen, wissenschaftlichen oder kommerziellen Versuchen am lebenden Tier (Vivisektion)“ an. Sie setzt sich für die „Schaffung einer gesamtschweizerischen Gesetzgebung, die den Schutz und die Achtung der Rechte des Tieres garantieren“ sowie die „Förderung der ständigen Verbesserung dieser Gesetzgebung und (die) stete Kontrolle ihrer strikten Anwendung“ ein. Sie fördert und unterstützt finanziell die „Anerkennung neuer Methoden wissenschaftlicher Forschung“, welche die Aufhebung von Tierversuchen ermöglicht. Sie fördert und unterstützt insbesondere so genannte Ersatz- (oder Alternativ-)methoden. Diese verwenden menschliche Gewebe oder Zellen (in vitro Modelle), die beispielsweise aus in Krankenhäusern durchgeführten Biopsien stammen, oder bio-informatische Daten (in silico Modelle). Gemäss Art. 19 ihrer Statuten verfolgt die LSCV keine gewinnbringenden Aktivitäten. Die Gelder dürfen nur für die erwähnten Ziele eingesetzt werden.

Publikation: Vierteljährlich erscheinende Zeitung. Ohne gegenteilige Hinweise wurden die Artikel von der LSCV verfasst // **Desktop Publishing (DTP) und Layout:** LSCV // **Druck:** Recycling-Papier 60 gm² // **Adresse:** LSCV, Postfach 148, CH - 1226 Thônex

Mitgliederbeiträge und Spenden

Von der Schweiz aus

Konto-Nr. 12-2745-6
IBAN: CH38 0900 0000 1200 2745 6

Von der EU aus in Euro

Konto-Nr. 91-438913-2
IBAN: CH40 0900 0000 9143 8913 2
BIC: POFICHBEXXX

Bankadresse: PostFinance,

Nordring 8, 3030 Bern

Kontoinhaber: Schweizer Liga

gegen Vivisektion und für die

Rechte des Tieres

Adresse: Postfach 148, 1226 Thônex

Mitgliederservice

Petfood

LSCV-Mitglieder erhalten zehn Prozent Rabatt auf Online-Bestellungen von tierversuchsfreier Hunde- und Katzenfutter im Cro'shop: www.cromania.ch.

Verlangen Sie Ihren Rabatt-Code für die Bestellung unter: petfood@lscv.ch oder 022 349 73 37

Liste mit tierversuchsfreien Kosmetika

Die aktuelle Liste steht auf www.lscv.ch unter der Rubrik «Tierversuchsfreie Kosmetika» zum Download bereit. Eine gedruckte Liste können Sie im LSCV-Büro anfordern.

Infomaterial für Aktionen

Für Aktivistinnen und Aktivisten stehen zahlreiche Flyer, Broschüren, Aufkleber und weitere Infomaterialien gratis zur Verfügung. Nehmen Sie mit uns Kontakt auf. Eine Materialliste finden Sie unter der Rubrik «Medien» auf www.lscv.ch.

Editorial

Liebe Mitglieder, liebe Freundinnen und Freunde der Liga
Liebe Leserinnen und Leser

Bei Veröffentlichung dieser Ausgabe ist der Entscheid des Zürcher Verwaltungsgerichts zur Beschwerde gegen einen geplanten Affenversuch noch nicht bekannt. Deshalb ist es wichtig, den Druck aufrecht und das Thema im Gespräch zu halten. Die LSCV hat am 3. September 2016 eine Demo in Zürich organisiert. Der Demonstrationszug führte durch das Zürcher Stadtzentrum bis zur Universität und zur ETH Zürich, die diese Affenversuche durchführen wollen. Im Rahmen der Petition, die wir gemeinsam mit der ATRA und der AGSTG lanciert haben, sind 50'000 Unterschriften gegen die Versuche zusammengekommen. Die Petition wird demnächst beim Zürcher Kantonsrat eingereicht.

Es sollte eigentlich selbstverständlich sein, dass Grundlagenstudien verhindert werden, wenn sie Tieren Schmerzen oder andere Belastungen zufügen, ohne auf irgendeine Anwendung abzuzielen. Der Mensch müsste doch eine natürliche Abneigung dagegen empfinden, einem anderen Lebewesen Leid zuzufügen, besonders dann, wenn das zugefügte Leid für den Menschen nicht lebensnotwendig ist. Doch auch nach all den Jahren und all den vielen Informationskampagnen glaubt eine grosse Mehrheit der Bevölkerung immer noch den Behauptungen der Wissenschaftlerinnen und Wissenschaftler, die versichern, dass diese Versuche unentbehrlich sind. Und da diese Wissenschaftler ihren Lebensunterhalt mit Tierversuchen verdienen, kann man kaum erwarten, dass sie etwas anderes erzählen. Es ist nicht leicht, die Bevölkerung von der Sinnlosigkeit dieser Tierversuche zu überzeugen. Zumal selbst die Forscherinnen und Forscher, die diese Meinung teilen, sich nicht öffentlich dazu zu äussern wagen, aus Angst, ihre Kollegen gegen sich aufzubringen oder künftig noch weniger Finanzmittel für ihre Projekte zu erhalten.

Wenn mehr Geld für Ersatzmethoden zur Verfügung steht, können sich diese Forschenden in der Öffentlichkeit freier äussern, da sie weniger zu verlieren haben. Dann würde auch der Allgemeinheit bewusster werden, dass es besser und ohne Tierleid geht. Dank Ihrer Unterstützung können wir uns an der Förderung dieser Ersatzmethoden beteiligen und uns weiter gegen Tierversuche einsetzen. Auch wenn wir mit jeder Aktion nur ein paar Tiere retten können, so sind es doch jedes Mal ein paar Lebewesen mehr, die nicht leiden müssen. Mit unseren Aktionen halten wir auch den Druck auf die Hochschulen aufrecht, die zu den wichtigsten Nutzern von Versuchstieren gehören. Auch sie merken, wie der Wind sich dreht und dass sie ihre Forschungsprojekte nicht ewig rechtfertigen können. Schritt für Schritt werden sie sich auch für tierfreie Alternativmethoden engagieren. Wir dürfen die Hände nicht in den Schoss legen, auch wenn die Lage manchmal entmutigend scheint. Wir müssen Forschende mit ins Boot holen und ihnen die Chance geben, sich frei zu äussern. Tagein, tagaus werden Hunderttausende Tiere in den Untergeschossen unserer Hochschulen gefangen gehalten. Wir dürfen sie nicht im Stich lassen.



Ein Ort, der zur Information der Öffentlichkeit beiträgt, ist Happy Books, unsere Buchhandlung mit Café im Stadtzentrum von Freiburg. Nach zwei Jahren Schikanen und Blockaden durch die Behörden, haben wir uns entschieden, das Lokal allen Widerständen zum Trotz zu eröffnen, jedoch mit einem anderen Projekt. Sie sind alle herzlich zur Einweihungsfeier am 15. Oktober 2016 eingeladen.

Wir wünschen Ihnen eine interessante Lektüre und grüssen Sie herzlich.

Luc Fournier, Präsident

Samstag 15. October 2016 - 12.00 - 18.00

GOOD NEWS



Gaumenfreuden bei Happy Books



Am Samstag, 15. Oktober 2016, wird das 100 Prozent vegane Café-Restaurant der LSCV-Buchhandlung Happy Books im Zentrum von Freiburg eröffnet. Es wird nach dem Zahl-was-du-willst-Prinzip geführt.

Ab Mitte Oktober ist Happy Books jeweils von Donnerstag bis Samstag, 10 bis 18 Uhr geöffnet. Sie sind alle herzlich zur Einweihungsfeier am 15. Oktober um 14 Uhr eingeladen.

Die Buchhandlung führt Werke aus Bereichen wie Tierrechte, Gesundheit und vegane Küche für Erwachsene und Kinder. Die meisten Bücher können auch kostenlos für 30 Tage ausgeliehen oder vor Ort konsultiert werden. Für die Kinder steht eine Lese- und Spieckecke bereit.

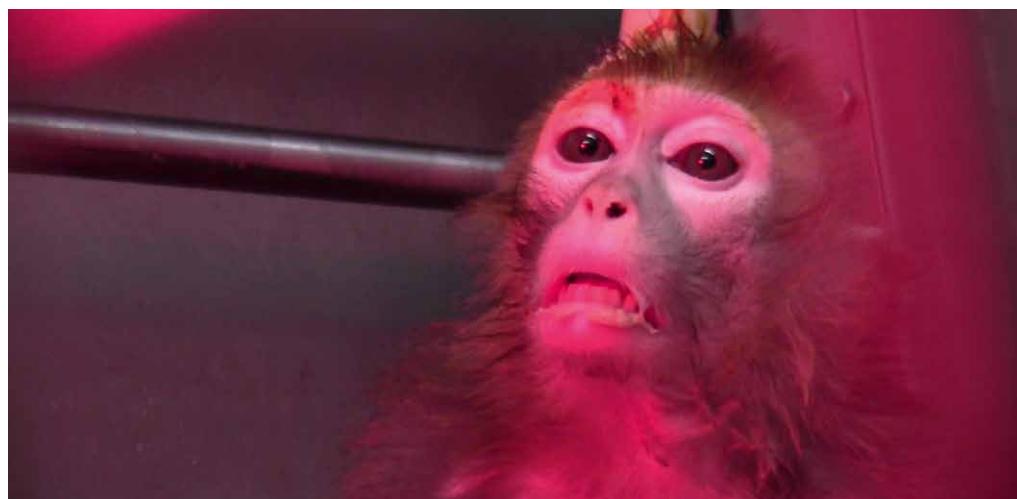


LSCV-Buchhandlung
Happy Books
Rue Hans-Geiler 2
1700 Fribourg
T 026 321 12 67
happybooks@lscv.ch



Universität und ETH Zürich

Gnade für die Primaten



Primateversuche in Zürich immer noch blockiert

Die Primateversuche in Zürich sind seit 2014 blockiert. Doch das Zürcher Verwaltungsgericht dürfte schon bald seinen Entscheid zu einer eingereichten Beschwerde bekanntgeben. Die Beschwerde richtete sich gegen die Affenversuche, die der Neurowissenschaftler Valerio Mante am Institut für Neuroinformatik (INI) der Eidgenössischen Technischen Hochschule (ETH) Zürich durchführen will.

Ein sehr ähnliches Projekt wurde 2009 verboten

Als Valerio Mante im April 2014 sein Gesuch für eine Tierversuchsstudie mit Makaken einreichte, schien eine Bewilligung durch die kantonale Behörde unwahrscheinlich, denn sein Projekt glich stark demjenigen, das 2009 per Bundesgerichtentscheid verboten wurde. Doch wider Erwarten und ungeachtet der Rechtsprechung bewilligte das Veterinäramt des Kantons Zürich im Juli 2014 die Versuche. Dagegen reichten die drei Tierschutzvertreter der Zürcher Tierversuchskommission im August 2014 Rekurs ein.

Der Regierungsrat, so will es das Zürcher Verfahren, musste nun über den Rekurs entscheiden. Doch wie gross war die Wahrscheinlichkeit, dass die Regierung die Bewilligung aufheben würde? Dieselbe Regierung, die der Universität noch vor dem Entscheid Zehntausende von Franken zusprach, damit diese wieder Affenkäfige anschaffen konnte? Die Wahrscheinlichkeit war verschwindend klein. Und darum war es denn auch keine Überraschung, als der Regierungsrat den Rekurs im Dezember 2015 abwies. Für die Regierung ist der Forschungsplatz Zürich höher zu gewichten als das verursachte Tierleid. Solange es dem Kanton Renommee und Steuern einbringt, können die Universitäten so viele Tierversuche durchführen, wie sie wollen,

ethische Überlegungen sind zweitrangig. Auch dass das Bundesgericht diese Art von Versuchen schon einmal für unzulässig erklärt hat, spielt offenbar keine Rolle. Da der Rechtsweg für die beteiligten Parteien lang und kostspielig ist, ist der Regierungsrat mit seiner skandalösen Entscheidung auch kein grosses Risiko eingegangen.

Doch die Tierschutzvertreter der Tierversuchskommission (von den Organisationen Zürcher Tierschutz und Tier im Recht) gaben zum Glück nicht klein bei und führten am Zürcher Verwaltungsgericht Beschwerde gegen die Versuchsbewilligung. Ausserdem richteten sie einen öffentlichen Brief an den Regierungsrat. Das Schreiben wurde von 46 Schweizer Tierschutzorganisationen unterzeichnet, auch von der LSCV. Doch auch die Universität Zürich blieb nicht untätig. Sie engagierte auf Kosten der Steuerzahler eine der bekanntesten Anwaltskanzleien, um die Beschwerde anzufechten. Die Universität will diese Affenversuche und ist bereit, viel Geld auszugeben, um ihr Ziel zu erreichen. Auch die Zürcher Regierung lässt sich nicht lumpen und sieht Investition in Höhe von 500'000 Franken vor, um die Tierhaltung für die Versuchsaffen den geltenden Normen anzupassen. Denn es geht bei Mantes Versuchen nicht nur um ein einzelnes Projekt. Das INI will die seit 2009 gestoppten Versuche an Primaten grundsätzlich wieder aufnehmen.

«Weniger belastende» Versuche

Valerio Mante rechnete schon mit starkem Widerstand gegen sein Forschungsprojekt und verringerte deshalb geflissentlich die Belastungen für die Versuchstiere gegenüber dem 2009 verbotenen Projekt. Von der Versuchsdauer bis zum FlüssigkeitSENTZUG wurde praktisch alles halbiert.

Somit, meint der Forscher, seien die Belastungen, denen die Tiere ausgesetzt würden, auf das absolute Minimum reduziert. Schliesslich würden den Makaken bei einem chirurgischen Eingriff unter Narkose dieselben Elektroden ins Gehirn implantiert, wie sie auch bei menschlichen, mit Tiefenhirnstimulation therapierten



Patienten zum Einsatz kämen. Da es im Gehirn keine Schmerzrezeptoren gebe, würden die Tiere nicht leiden. Was er vergisst: Auch bei menschlichen Patienten kommen nach dem chirurgischen Eingriff häufig Läsionen und Ödeme rund um die Elektroden vor.

Bei den Versuchsaffen soll nach dem Eingriff die Nervenaktivität im präfrontalen Cortex durch schwache Stromstöße gestört werden, um so affektive Störungen oder Psychosen des Menschen zu simulieren. Wie kann ausgeschlossen werden, dass diese Störungen nach den täglichen Versuchssitzungen bestehen bleiben?

Auch müssen menschliche Patienten nicht unter den miserablen Bedingungen leben wie die Makaken, die mehrere Jahre im Untergeschoss eines Labors in Käfige gesperrt leben. Abgesehen von den Stunden, in denen sie nach stundenlangem FlüssigkeitSENTZUG herausgeholt und in einen Primatenstuhl gezwungen werden.

Was für die gesetzlich definierte Belastung erst gar nicht berücksichtigt wird, ist das schreckliche Los, das die Makaken erleiden, bevor sie überhaupt im Labor landen: die Käfighaltung in einer ausländischen Zuchtstation, die durch die Gefangenschaft verursachten Krankheiten, die Separation, der Transport in einer Holzkiste per Luftfracht, das Abladen, die Verfrachtung in eine Quarantänestation und schliesslich der Transport per Lastwagen an den Zielort. Denkt Valerio Mante an all die Schrecken, welche die Affen, an denen er Ver-

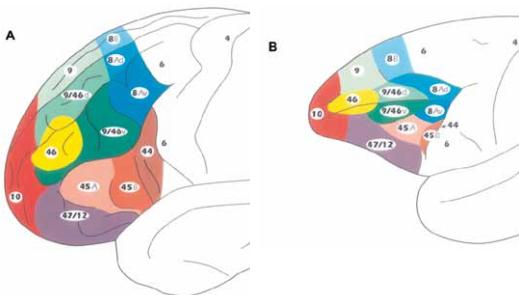


suche durchführen will, bereits hinter sich haben? Warum beziehen die kantonalen Behörden diese Faktoren nie in ihre Interessenabwägung ein?

Welche wissenschaftliche Gültigkeit haben Valerio Mantes Studien für den Menschen?

Mantes Projekt, das an «zwei bis drei» Rhesusaffen durchgeführt werden soll, zielt «in einer ersten Phase» auf die Erforschung der Neuronenpopulationen im präfrontalen Cortex ab, einem Hirnareal, das für verschiedene kognitive Funktionen wie Sprache, Arbeitsgedächtnis, Denken und für exekutive Funktionen im Allgemeinen eine wichtige Rolle spielt. Zurzeit werden in diesem Bereich zahlreiche Tierversuchsstudien durchgeführt, in der Hoffnung, die mit Krankheiten wie Schizophrenie oder Depression verbundenen Zellmechanismen zu ergründen.

Doch das menschliche Gehirn unterscheidet sich schon von demjenigen eines Schimpansen wesentlich in Größe, Organisation und Komplexität. Noch deutlicher ist der Unterschied zum Gehirn eines Makaken. Im Gegensatz zu anderen Hirnarealen scheint der präfrontale Cortex zwar Ähnlichkeiten aufzuweisen. Doch Gehirnscans haben gezeigt, dass der ventrolaterale präfrontale Cortex bei Mensch und Affe nicht auf gleiche Weise mit den am Hören beteiligten Hirnarealen verbunden ist und dass der im Zentrum des menschlichen ventrolateralen präfrontalen Cortex vorhandene frontale laterale Pol beim Affen nicht existiert. Diese Hirnregion ist beteiligt, wenn wir entscheiden, planen oder verschiedene gleichzeitige Handlungen koordinieren.



Welche Alternativen gibt es zu den Affenversuchen?

Warum können solche Versuche nicht direkt mit freiwilligen Studienteilnehmern durchgeführt werden, beispielsweise mit Patienten, denen aufgrund einer Therapie bereits Elektroden implantiert wurden?

«Das wäre illegal», antwortete Mante am 26. April 2016 einem Journalisten des Beobachters.

Illegal? Im Ausland werden regelmäßig Hirnscans von freiwilligen Testpersonen gemacht. Eine dieser Studien, die an 25 Freiwilligen sowie an 25 Makaken durchgeführt wurde, ermöglichte es, den präfrontalen Hirnlappen der beiden Arten auf Unterschiede und Ähnlichkeiten hin zu untersuchen. Natürlich ist es nicht zulässig, den Cortex von Freiwilligen so zu stimulieren, dass Depressionen ausgelöst werden. Dass die Ergebnisse von Versuchen an nicht-menschlichen Primaten sehr schwer zu interpretieren sind, relativiert jedoch eindeutig deren Notwendigkeit. Statt teure Tierversuchsstudien an Primaten durchzuführen, mit der Begründung, ähnliche Studien am Menschen seien zurzeit nicht möglich, würde man die Mittel besser einsetzen, um beispielsweise die Hirnscanverfahren zu verbessern. Damit würden nicht-invasive Studien mit Freiwilligen möglich und deren Ergebnisse wären direkt für den Menschen anwendbar. Natürlich möchten Forscher wie Mante, die ihre gesamte wissenschaftliche Laufbahn mit Affenversuchen zugebracht haben, lieber so weitermachen und ihre wissenschaftliche Publikationsliste verlängern, als ihre Karriere durch die Entwicklung von neuen, für den Menschen relevanteren Forschungsmethoden aufs Spiel zu setzen. Denn so funktioniert nun mal das System der medizinischen Forschung.

Braindrain?

Das Verbot von Primatenversuchen durch das Bundesgericht im Jahre 2009 rief wie gewohnt alarmistische Reaktionen hervor. ETH-Präsident Ralph Eichler kündigte an, es sei zu befürchten, «dass dieser Entscheid negative Auswirkungen auf die Stellung des Forschungsplatzes Zürich haben wird». Selbst die Fachzeitschrift Nature liess sich zu einem hetzerischen Artikel hinreissen. Und der Forscher Kevan Martin erinnerte daran, dass Forscher «mob» seien – eine sanfte Anspielung an die

Lügenspiel

Mit dem Ziel, die Bevölkerung zu beunruhigen, warnen Forschende gerne davor, dass hierzulande verbotene Primatenversuche einfach nach China verschoben würden, wo es keinerlei Tierschutzvorgaben gebe.

Diese Befürchtung hegte auch der tierver-suchsbefürwortende Verein Forschung für Leben (FfL) in seiner Medienmitteilung (1) vom 21. Januar 2016. «Verantwortungslos» seien die Mitglieder der Zürcher Tierversuchskommission, die gegen die Primatenversuche an der Universität und der ETH Zürich rekuriert hätten, so der FfL. «Durch ihre Sturheit retten die Tierschützer keinen einzigen Affen», wurde Rolf Zeller, Forscher an der Universität Basel und Vizepräsident des FfL, auch im Tages-Anzeiger (2) zitiert. Im Gegenteil: Ihr Verhalten führe sogar dazu, dass diese wichtigen Versuche im Ausland durchgeführt würden, wo die Tiere und die Versuchsbedingungen nicht so gut kontrolliert würden wie in der Schweiz, so der FfL weiter.

Sind denn die Versuchsbedingungen im Ausland wirklich so anders als in der Schweiz? Offenbar nicht, denn wenn es den Forscherkreisen gerade in den Kram passt, behaupten sie gerne das genaue Gegenteil.

So erzählte etwa Grégoire Courtine, Neurowissenschaftler an der ETH Lausanne, am 18. April 2016 am Westschweizer Radio RTS (3) begeistert von seinem Aufenthalt in China, wo er einige Primatenversuche durchgeführt hatte. Von Unterschied keine Spur. Auf die Frage, warum

die mit europäischen Mitteln bezahlten Versuche in China durchgeführt würden, antwortete er: «In China gelten dieselben Regeln für unsere Forschung wie in der Schweiz ... Sie werden nur in einer privaten Einrichtung durchgeführt.»

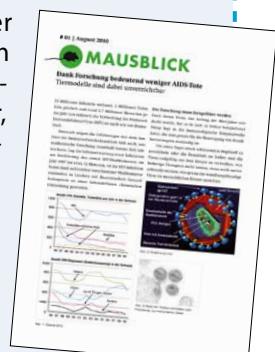
- (1) http://www.forschung-leben.ch/forschung-leben-de/assets/File/160121_Weiterzug_Affenversuche_miho_TAL_RZ.pdf; (2) <http://www.tagesanzeiger.ch/zuerich/stadt/Wissenschaftler-ueben-harsche-Kritik-an-Tierversuchsgegnern/story/16665546> ;
- (3) <http://www.rts.ch/la-tiere/programmes/le-journal-du-matin/7638201-le-journal-du-matin-du-18-04-2016.html>



die mit europäischen Mitteln bezahlten Versuche in China durchgeführt würden, antwortete er: «In China gelten dieselben Regeln für unsere Forschung wie in der Schweiz ... Sie werden nur in einer privaten Einrichtung durchgeführt.»

Forschung für Leben, ein Verein mit wissenschaftlichem Weitblick?

Oft sind Therapien, die an Primaten erfolgreich getestet wurden, beim Menschen ein Misserfolg. Aber wohl nicht oft genug für den Verein FfL. In seiner Zeitschrift «Mausblick» vom August 2010 berichtete er über eine in der Fachzeitschrift Nature veröffentlichte Umfrage und schrieb, die überwiegende Mehrheit der HIV-Forscher halte auch zukünftig das «Makaken-Modell» für unverzichtbar, «um die Krankheitsentwicklung zu studieren und etwaige Impfstoffkandidaten oder vaginale Mikrobiide zu entwickeln.» Was sich etwa genau bei der Übertragung des Virus im weiblichen Genitaltrakt abspiele und wie das Virus hier therapeutisch gestoppt werden könne, sei nicht durch Zellkultur sondern nur durch Studien an einem Organismus herauszubekommen, belehrt uns Thomas Klimkait vom Institut für Medizinische Mikrobiologie der Universität Basel in dem Artikel.



Wie hart muss es für den FfL gewesen sein, als im September 2010 die Ergebnisse einer klinischen Studie in der medizinischen Fachzeitschrift *The Lancet* publiziert wurden: Das mikrobiide Vaginalgel Pro 2000, das an Makaken erfolgreich getestet worden war, erwies sich in der klinischen Studie mit 9000 Frauen aus mehreren afrikanischen Ländern als vollkommen wirkungslos.

gebetsmühlenartig angekündigte Braindrain, die Abwanderung von Intelligenz. Hat Martin selber auch schon daran gedacht, die Schweiz zu verlassen? «Das wäre ein trauriger Tag für mich», meint der Forscher. Und auch finanziell eine schlechte Entscheidung. Schliesslich geht es Wissenschaftlern in der Schweiz nicht allzu schlecht. Kevan Martin ist jedenfalls bis heute Professor am INI.



Kevan A. C. Martin ist immer noch am INI. Da er nicht mit Primaten experimentieren darf, behilft er sich mit Katzen.

Das Institut für Neuroinformatik

Das Institut für Neuroinformatik (INI) wurde 1995 von der Universität Zürich (UZH) und der Eidgenössischen Technischen Hochschule (ETH) Zürich gemeinsam eingerichtet. Es befindet sich auf dem Campus Irchel der UZH, an der Winterthurerstrasse 190, 8057 Zürich.

Die am INI durchgeführten Versuche zielen hauptsächlich auf die Hirnforschung ab. Einige davon verursachen schwere physische und psychische Belastungen und werden an verschiedenen Tierarten wie Nagetieren, Katzen, Primaten (zurzeit nur im Ausland) und sogar an Vögeln durchgeführt. Nur schon ein Blick auf die Publikationsliste (1) und die Publikationstitel (2) auf der INI-Website gibt ein ungefähres Bild davon, was die Tiere in diesem Institut erleiden müssen. Und zu welchem Zweck?

Artikel 137 der Tierschutzverordnung (TSchV) verlangt, dass Tierversuche das «unerlässliche Mass» nicht überschreiten und definiert dieses Mass wie folgt: Das Versuchsziel muss in Zusammenhang mit der Erhaltung oder dem Schutz des Lebens und der Gesundheit von Mensch und Tier stehen oder neue Kenntnisse über grundlegende Lebensvorgänge erwarten lassen.

Inwiefern erfüllen Grundlagenstudien, die beispielsweise die am Vogelgesang beteiligten neuronalen Mechanismen untersuchen, diese Vorgaben?

Welche gesetzliche Berechtigung haben solche Tierversuche?

Die Studien von Alessandro Canopoli wurden an 40 jungen Zebrafinken durchgeführt. Nachdem sie regelmäßig denselben Vogelgesang gehört hatten, wurden ihnen durch Injektion von Ibotensäure (einem starken Nervengift) beidseitig erhebliche Hirnläsionen zugefügt, um deren Auswirkung auf das Gedächtnis zu untersuchen.



(1) <https://www.ini.uzh.ch/publications>

(2) Lesions of a higher auditory brain area during a sensorimotor period do not impair birdsong learning

Neural code alterations and abnormal time patterns in Parkinson's disease

Local Circuits for Contrast Normalization and Adaptation Investigated with Two-Photon Imaging in Cat Primary Visual Cortex

Spatial Representations in Local Field Potential Activity of Primate Anterior Intraparietal Cortex (AIP)



Primateversuche rund um die Welt

Jedes Jahr werden weltweit rund 100'000 Affen als Versuchstiere für die Forschung verwendet.

Allein in den USA werden jährlich an 50'000 Affen Versuche durchgeführt. In acht nationalen Zentren werden insgesamt 30'000 Tiere von 20 verschiedenen Arten gehalten. Hinzu kommen umfangreiche Importe aus Indonesien sowie aus China, wo rund 100'000 Versuchsaffen gehalten werden, davon 70'000 weibliche Zuchttiere. Ein Primat aus China kostet mit rund 800 Dollar zehnmal weniger als einer aus den USA. Auch Toxizitätstests an Primaten lassen westliche Unternehmen häufig kostengünstig in China durchführen, für 2000 bis 5000 Dollar pro Affe. Andere wichtige Exportnationen für Laboraffen sind Indonesien, Israel, Kenia und der Inselstaat Mauritius, der 20 Prozent des Markts abdeckt.

In der Europäischen Union werden pro Jahr 10'000 bis 12'000 Primaten für Versuche eingesetzt, hauptsächlich in Großbritannien, Frankreich und Deutschland. 67 Prozent der Affen werden für Toxizitätstests und andere präklinische Studien verwendet, 15 Prozent für die angewandte Forschung und Entwicklung und 15 Prozent für die Grundlagenforschung.

Primateversuche in der Schweiz

Laut der Statistik des Bundesamtes für Lebensmittelsicherheit und Veterinärwesen (BLV) werden in der Schweiz jedes Jahr 200 bis 300 Primaten für Versuche verwendet. Von den 3439 Primaten, die zwischen 2010

und 2015 eingesetzt wurden, waren 1043 Tiere belastenden Versuchen ausgesetzt. 26 Primaten waren sogar einer schweren Belastung ausgesetzt, die zum Tod führen kann (Grad 3).

In drei Schweizer Kantonen werden Primateversuche durchgeführt. Es handelt sich um Basel-Stadt, Zürich und Freiburg.

2015 führten die Pharmaunternehmen Novartis und Roche im Kanton Basel-Stadt an 120 Primaten (2014: 178) Versuche durch.

An der Universität und der ETH Zürich sowie der Universität Freiburg wurden an 78 Primaten (2014: 73) Versuche durchgeführt. Finanziert werden diese Versuche hauptsächlich durch grosszügige Beiträge der öffentlichen Hand, etwa vom SNF und den Kantonen.

Die Universität und die ETH Zürich führen verschiedene Grundlagenstudien in Bereichen wie Kognition und Lokomotion (Fortbewegung) oder zur Transplantation von Langerhans'schen Inseln durch.

Die Universität Freiburg führt hauptsächlich Studien zu Hirn- und Rückenmarksläsionen durch. Sie kann in ihrer Tierhaltung bis zu 25 Affen unterbringen. Die Universität hat 500'000 Franken investiert, um ihre Versuchstierhaltung den Normen anzupassen und Zellen für jeweils zwei bis fünf Primaten zu bauen.

Anzahl der jährlich für Versuche verwendeten Tiere gemäss BLV-Statistik

Kantone	2010	2011	2012	2013	2014	2015
BS	231	222	165	213	178	120
FR, ZH	70	59	112	109	73	78
Total	320	281	277	322	251	198

Herkunft der in der Schweiz eingesetzten Versuchsaffen

Die in Schweizer Labors verwendeten Primaten sind hauptsächlich Javaneraffen (macaca fascicularis) und Rhesusaffen (macaca mulatta) aus der Gattung der Makaken. Diese Tiere sind im Anhang II des Übereinkommens über den internationalen Handel mit gefährdeten Arten frei lebender Tiere und Pflanzen (CITES) aufgeführt, was ihren Handel mit einer Genehmigung ermöglicht.

Artikel 118 Absatz 4 der Tierschutzverordnung (TSchV) besagt: «Primaten dürfen nur in Tierversuchen eingesetzt werden, wenn sie gezüchtet worden sind.» In der Schweiz gibt es keine Primatenzuchten.

Die Tiere werden im Ausland eingekauft, etwa beim Deutschen Primatenzentrum (DPZ) in Göttingen oder bei privaten Unternehmen wie Bioprime. Diese wiederum beziehen die Tiere von Unternehmen in Asien oder Mauritius, welche die Affen in freier Wildbahn einfangen, um sie als Zuchttiere zu nutzen.

Warum werden immer neue Affen gefangen? Weil Primaten sich in Gefangenschaft schlecht fortpflanzen. Das gilt selbst für Makaken, die sich in ihrem natürlichen Lebensraum schnell vermehren. Es ist möglich, mit Wildfängen eine erste Generation (F1) zu züchten. Doch es ist sehr schwierig, mit den Nachkommen eine zweite Generation (F2) zu produzieren. Um die Nachfrage der Labors befriedigen zu können, müssen deshalb immer wieder neue Affen als Zuchttiere gefangen werden. Auch die Primatenforschung in der Schweiz trägt

also indirekt dazu bei, dass ganze Primatengruppen eingefangen und so die Artbestände dezimiert werden. Um dies zu verhindern, ist der Export von Primaten in mehreren Staaten verboten: beispielsweise in Brasilien seit 1967, in Peru seit 1973, in Thailand seit 1975 und in Malaysia seit 1984.



Nicht-menschliche Primaten (NHP) pflanzen sich in Gefangenschaft schlecht fort. Nach den neuesten französischen Statistiken für das Jahr 2014 machen NHP aus zweiter oder späterer Generation in Gefangenschaft (F2 oder höher) nur gerade fünf Prozent der verwendeten Tiere aus.

Die in der Schweiz verwendeten Makaken stammen hauptsächlich aus asiatischen und mauritischen Zuchtstationen und bringen den dortigen Regierungen Millionen ein. Die Tiere werden per Luftfracht zu Bioprime in Frankreich oder zum DPZ in Deutschland transportiert. Am Zielort angekommen, verbringen sie mehrere Wochen in Quarantäne und werden Gesundheitstests unterzogen. Gesunde Tiere werden in Schweizer Labors transportiert, die anderen werden getötet.

Das Deutsche Primatenzentrum (DPZ) ist in Göttingen, im Zentrum der Bundesrepublik beheimatet. Das öffentliche Forschungsinstitut hält 1400 Primaten und verkauft die Tiere für mehrere Tausend Franken pro Exemplar. Das Zentrum züchtet neun Primartenarten, darunter die in unseren Versuchslabors am häufigsten verwendeten Rhesus-, Javaner- und Weissbüschelaffen.



Das Unternehmen **Bioprime** wurde 2001 in Baziège, im Südwesten Frankreichs gegründet. Es hat 2000 Quadratmeter Land im zehn Hektar grossen Parc de Lantarèse gepachtet, einem nicht öffentlich zugänglichen Privatzoo. Bioprime beabsichtigt, seine Anlagen zu vergrössern, damit das Unternehmen künftig 500 Primaten halten und dem staatlichen Primatenzentrum in Strassburg Konkurrenz machen kann. Letzteres verkauft jedes Jahr 650 seiner 800 Tiere an verschiedene Labors.



Primatenzucht in Mauritius

Auf der Insel Mauritius ist die Zucht von Javaneraffen (Macaca fascicularis, auch Langschwanzmakaken oder Krabbenesser genannt) für Versuchslabors ein boomender Geschäftszweig. Sechs Unternehmen sind in diesem Bereich tätig:

Noveprim Group, Les Campêches Ltd, Biodia Co Ltd, Bioculture (Mauritius) Ltd, Bio Sphère und Prima Cyno Ltd.

Noveprim Group wurde 1990 unter dem Namen CRP gegründet. Die Gruppe hält 5000 Affen an den vier Standorten Goyave, Royal, Nouvelle Terre und Les Campêches. In jedem dieser Betriebe werden 1700 weibliche Zuchttiere gehalten. Die Tiere leben in Außenkäfigen in Gruppen von durchschnittlich 40 Tieren. Alle eingefangen Weibchen werden der Zucht zugeführt. Frisch eingefangene Tiere werden zuerst in einem weiteren Betrieb in Chamouny an die Gefangenschaft gewöhnt. Anschliessend werden sie zu den Zuchtbetrieben transportiert.

Noveprim Group exportiert jedes Jahr 3000 Makaken nach Europa und in die USA, wo sie für Unbedenklichkeitsstudien neuer Medikamente verwendet werden, bevor diese in klinischen Studien am Menschen getestet werden. Seit Ende 2003 ist das US-amerikanische Unternehmen Covance an der Gruppe beteiligt.

Bioculture (Mauritius) Ltd wurde 1985 gegründet. Dank eines Vertriebsvertrags mit dem US-Unternehmen Charles River, einem der weltweit grössten Versuchstierproduzenten, beliefert Bioculture heute fast ausschliesslich den amerikanischen Markt.

Biodia Co Ltd hält 8000 Affen in zwei Betrieben in Clarens und Tamarin.

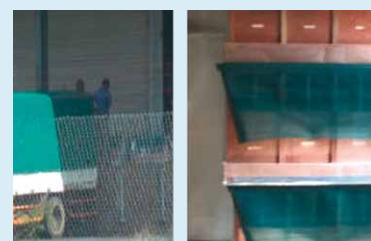
Alle diese Unternehmen fangen, züchten und exportieren Affen für die Forschung. Die meisten Versuchsaffenexporte gehen in die USA (2013 waren es 2608 Affen), gefolgt von Grossbritannien, Frankreich, Deutschland, Singapur, Kanada, Mexiko und Spanien.

Die Schweiz taucht in der Statistik nicht auf, weil sie die mauritischen Primaten über Frankreich (Bioprime) oder Deutschland (DPZ) bezieht.

In den ersten neun Monaten des Jahres 2014 exportierte Mauritius 6591 Primaten (2013: 6054; 2012: 6464; Daten des Amts für Statistik Mauritius) und erzielte damit einen Umsatz von gut 14,2 Millionen Euro, also etwa 2150 Euro pro Tier.



Die britische Tierschutzorganisation BUAV (heute «Cruelty Free International») hat 2012 Fotos aus einem mauritischen Zuchtbetrieb veröffentlicht, auf denen Eimer voller Affenkadaver zu sehen waren. Laut BUAV handelte es sich dabei um Tiere, deren Gewicht oder Alter nicht den Laborstandards entsprach. Die überflüssigen Makaken wurden einfach eliminiert.



Beruf: Affenfänger

Seit mehreren Jahren legt Nazir Jaffar, 33, in Midlands und in der Region um Montagne-Blanche Primatenfallen aus. Damit verdient er gut. «*Mehr als die Hälfte meines Hauses konnte ich mit Geld aus dem Affenverkauf bauen*», sagt er.

«*Häufig werden meine Fallen samt der Affen, die darin sind, gestohlen. Einmal habe ich vergessen, die Affen zu füttern. Sie haben in den Käfigen miteinander gekämpft und als ich die Tür geöffnet habe, haben sie mich gebissen und sind abgehauen.*» Jaffar steht vor einem Käfig mit sechs Affen, darunter ein Weibchen mit seinen Jungen. Er habe rund 15 Fallen in verschiedenen Gegenden im Zentrum der Insel gestellt, sagt er. Jeden Morgen gegen vier Uhr kontrolliert er die Fallen und holt die eingefangenen Tiere. Er steckt sie in Jutesäcke und trägt sie nach Hause. Jaffar erhält pro Affe etwa 30 Dollar, danach werden die Tiere für den drei- bis sechsfachen Preis an die Zuchtbetriebe weiterverkauft. Diese wiederum verkaufen die Nachkommen der gefangenen Affen für mehrere Tausend Dollar pro Tier. Jaffar ist ein registrierter Affenfänger, daneben gibt es aber auch viele Wilderer, die ebenfalls an die Zuchtbetriebe liefern.

Das Interview wurde 2005 in der Zeitung l'express Maurice veröffentlicht.



In Zahlen

2000 Personen arbeiten in den Zuchtbetrieben als Leiter, Tierärzte, Tierpfleger und Affenlieferanten.

2 Jahre ist das Durchschnittsalter, in dem die Affen in die Labors exportiert werden, nachdem sie von der Muttermilch entwöhnt sind.

6000 bis 8000 Makaken liefern die mauritischen Zuchtbetriebe jährlich an die Labors.

8000 weibliche Zuchttiere werden gefangen gehalten.

25 bis 30 Jahre ist die maximale Lebensdauer von Javaneraffen in ihrem natürlichen Lebensraum.

50'000 Affen werden zurzeit auf Mauritius gezüchtet.

60'000 wilde Makaken leben schätzungsweise auf der Insel.

200 Dollar zahlen die Züchter durchschnittlich pro eingefangenen Javaneraffen an die zuliefernden Grundbesitzer.

Welche Methoden werden in den Primatenzuchtbetrieben auf Mauritius angewendet?

Eine 2005 veröffentlichte Dissertation eines Veterinärmediziners enthüllt die hohe Sterblichkeit durch zu frühes Absetzen der Säuglinge oder durch den Stress in der Gefangenschaft. Auszüge:

Fang

(...) Die eingefangenen Javaneraffen verbringen fünf Tage im Einzelkäfig, wo sie von Parasiten befreit und markiert werden und Tuberkulininjektionen erhalten. Danach kommen sie in Quarantäne. Es werden männliche und weibliche Affen jeden Alters gefangen und dann in homogenen Gruppen gehalten. Während der Quarantäne nach dem Einfangen erhalten die Tiere im Abstand von zwei Wochen fünf intradermale Tuberkulininjektionen ins linke Augenlid. Während der langen Quarantänezeit behandeln die Tierärzte die Tiere gegen interne und externe Parasiten.



(...) Die Javaneraffen leiden unter zahlreichen Infektionskrankheiten, dazu gehören auch Zoonosen. Es ist bekannt, dass das Einfangen, der damit verbundene Befreiungskampf, der Transport und die geografische Veränderung für Wildtiere mit besonders hohem Stress

verbunden sind. Dieser Stress kann schwerwiegende Auswirkungen auf die physische, psychische und mentale Gesundheit der Tiere haben. (...) Alle eingefangen Weibchen werden der Zucht zugeführt.

Zucht

(...) Die Weibchen der Macaca fascicularis sind durchschnittlich 167 Tage trächtig und bekommen pro Wurf ein, in Ausnahmefällen zwei Junge. Sie haben einen sehr starken Mutterinstinkt und in freier Wildbahn werden die Jungtiere mit etwa neun Monaten von der Muttermilch abgesetzt.

(...) Die Tiere [im Zuchtbetrieb] sind zwischen zehn und zwölf Monate alt und wiegen 1,2 bis 2,2 Kilogramm, wenn sie von der Mutter getrennt werden. Sie werden zusammen mit der Mutter separiert und anschliessend von ihr getrennt. Sie werden gewogen, erhalten ein Vitaminpräparat und werden dann in einem Transportkäfig in ihren neuen Käfig gebracht, wo sie mit Tieren aus anderen Käfigen leben, die am gleichen Tag abgesetzt wurden. In jedem Käfig leben etwa 40 Tiere. Dieses Zusammenleben von Tieren unterschiedlicher Herkunft und Reife auf begrenztem Raum birgt ein grosses Risiko für Infektionskrankheiten und Diarrhö-Erkrankungen. Jeder Tierpfleger ist für vier Käfige zuständig. Er muss die Käfige reinigen, das Futter verteilen, Geburten und Todesfälle notieren und seinen Vorgesetzten sämtliche Auffälligkeiten melden.



(...) Die Trennung von Mutter und Jungtier führt bei mehreren Makakenarten zur Veränderung der physiologischen Funktionen: Bei Mutter und Kind sinken die Herzfrequenz und die Körpertemperatur und der Cortisonspiegel steigt. Je intensiver die Reaktion, der Protest und die Verzweiflung der Tiere, desto grösser sind diese Veränderungen: Die Affenkinder, die nach der Trennung am häufigsten schreien und sich am längsten von der Gruppe zurückziehen, weisen die deutlichsten Veränderungen auf.

(...) Auch die Abschirmung von der Außenwelt, das Zusammenführen von Tieren aus verschiedenen sozialen Gruppen und die Anwesenheit des Menschen sind Faktoren, welche das Auftreten und die Verbreitung von Infektionskrankheiten in Gefangenschaft begünstigen. Tritt in einem Käfig eine Infektionskrankheit auf, kann das ein schwerwiegendes Ereignis sein, das zu einer erhöhten Morbiditäts- und Mortalitätsrate führt, da das Zusammenleben auf engstem Raum die Ansteckung aller Tiere einer Kolonie begünstigt. Wird nicht sofort eine Behandlung eingeleitet, steigt die Mortalität sehr stark an. Der Verlust von Tieren bedeutet für die Zuchtbetriebe eine Gewinneinbusse. Die Forschungszentren gehen davon aus, dass 31 bis 67 Prozent der Todesfälle auf gastrointestinale Erkrankungen zurückzuführen sind. (...) Alle Erkrankungen von Versuchstieren haben erhebliche finanzielle Folgen. Die Behandlungskosten und die Zeit, während der die Tiere einer Gruppe nicht verwendet werden können, bedeuten auch für die Ziellabors einen Verlust.

Aus der Dissertation von Jérôme Dufour (2005), durchgeführt in den Zuchtbetrieben von Noveprim, mit dem Titel: „Diarrhö bei Javaneraffen (Macaca fascicularis): Prophylaxeversuch in einem Zuchtbetrieb auf der Insel Mauritius“. Nationale Hochschule für Veterinärmedizin Toulouse http://oatao.univ-toulouse.fr/11271/celdran_1127.pdf

Primateversuche

Misshandlung, psychische Folter und Gewalt

Immer wieder gelangen unerträgliche, mit versteckter Kamera gefilmte Aufnahmen in die Öffentlichkeit. Sie stammen nicht etwa aus Versuchslabors in Asien oder den USA, sondern aus europäischen Labors. Auch in der Schweiz werden Primaten in Grundlagenstudien gequält, bei denen ein wissenschaftlicher Erkenntnisgewinn ungewiss ist.

2003 - Covance Münster (DE)

Im Dezember 2003 veröffentlicht ein BUAV-Aktivist Videoaufnahmen aus einem Labor der Firma Covance. Er war fünf Monate lang als Mitarbeiter getarnt im Labor und hat dort heimlich gefilmt. Die Aufnahmen zeigen zum Beispiel, wie sich Zentrumsmitarbeiter einen Spass daraus machen, die Affen bei laufender Musik zu Tanzbewegungen zu zwingen. Es ist sogar zu sehen, wie ein Laborant einem Affen einen Schlauch in den Rachen stösst. Die Bilder zeigen auch die winzigen Käfige, in denen die Tiere zum Teil mehrere Jahre verbringen. Das Unternehmen Covance, das 2014 von LabCorp aufgekauft wurde, testet Moleküle oder neue Produkte für die pharmazeutische und die chemische Industrie. Zu seinen Kunden gehören auch mehrere Schweizer Unternehmen.



2005 - ETH Zürich (CH)

Vom Tag ihrer Geburt an wurden Affenbabys jeden Tag für einen Zeitraum von 30 Minuten bis zu zwei Stunden von ihrer Mutter getrennt und isoliert. Anschliessend wurden die vor Angst schreienden Babys der Mutter zurückgegeben, und sobald sie sich beruhigt hatten, erneut in die Einzelzellen gebracht. Das Ziel war, die Babys in ständige Angst zu versetzen, um Verhaltensstörungen und Depressionen zu modellieren und die Auswirkungen von frühkindlicher Separation zu erforschen. Die Öffentlichkeit, die dank einer anonymen Quelle von den Versuchen erfuhr, war schockiert und die Experimente wurden verboten.



2014 - Max-Planck-Institut, Tübingen (DE)

Am 10. September 2014 zeigte das deutsche Fernsehmagazin Stern TV Aufnahmen aus dem Labor des Max-Planck-Instituts in Tübingen, Baden-Württemberg. Die während sieben Monaten von 2013 bis 2014 mit versteckter Kamera gedrehten Bilder zeigen offensichtlich verwahrloste Makaken, deren Gesicht und Kopf nach dem Öffnen der Schädeldecke blutverschmiert ist. Um Eingriffe am Gehirn der Affen zu erleichtern, wurden Titanimplantate an ihrer Schädeldecke befestigt. Die Implantate dienen auch dazu, den Kopf der Primaten während der Versuche zu fixieren.





LSCV-Demo gegen Primatenversuche in Zürich



Der Demonstrationszug versammelte sich am 3. September 2016 am Hauptbahnhof Zürich und marschierte bis zur Eidgenössischen Technischen Hochschule (ETH), wo die Demo mit einer Ansprache und einem Happening ihren Abschluss fand.

Erwähnt sei einmal mehr die Zürcher Polizei, die wie gewöhnlich versuchte, das Recht auf freie Meinungsäusserung so weit wie möglich einzuschränken: Die Teilnehmerzahl war auf 70 Personen beschränkt, wir durften nur auf dem Trottoir marschieren und nicht auf dem ETH-Vorplatz demonstrieren. Der Demonstrationszug wurde von zahlreichen Polizistinnen und Polizisten begleitet, die schliesslich sogar von Kollegen mit Helm und Gummischot verstärkt wurden. Und das alles für gut hundert Demonstrantinnen und Demonstranten. Zumindest wissen die Zürcherinnen und Zürcher jetzt, womit sich ihre Polizei so beschäftigt und wofür ihre Steuergelder ausgegeben werden. Ein grosses Dankeschön an die Aktivistinnen und Aktivisten, die rund um die Demo Hundernte von Traktaten verteilen konnten. Wir danken auch allen Teilnehmern, die mit ihrer Anwesenheit dazu beigetragen haben, dass wir den Druck aufrechterhalten können. Die Uni und die ETH Zürich sind die wichtigsten öffentlichen Tierversuchseinrichtungen der Schweiz. Die grausamen Versuche müssen aufhören.



Basel-Stadt – Start einer kantonalen Volksinitiative

Grundrechte für Primaten

Die von der Gruppe Sentience Politics lancierte Volksinitiative will das Recht von nichtmenschlichen Primaten auf körperliche und geistige Unversehrtheit in der Verfassung des Kantons Basel-Stadt verankern (Art. 11 Abs. 2 Bst. c [neu]). Kommt die Initiative zustande und wird sie vom Volk angenommen, darf die Basler Pharmaindustrie keine belastenden Primatenversuche mehr durchführen. Der Zoo Basel könnte unter gewissen Bedingungen (artgerechte Haltung und Umgebung, keine Tierzucht usw.) weiterhin Affen halten. Die LSCV unterstützt die Initiative aktiv. Sie ist ein erster Schritt zur Anerkennung der Rechte der Tiere.

Der Initiativbogen ist auf Seite 40 der Zeitung abgedruckt. Achtung: Nur im Kanton Basel-Stadt stimmberechtigte Personen dürfen unterschreiben.

Bitte unterschreiben Sie nur, wenn Sie diese Bedingung erfüllen.

Wenn Sie bei der Unterschriftensammlung im Kanton Basel-Stadt mitwirken möchten, kontaktieren Sie bitte Benjamin Frei: b.frei@lscv.ch oder 079 604 02 90.

Weitere Informationen zur Initiative finden Sie auf der Website von Sentience Politics: <https://sentience-politics.org/de/grundrechte-fuer-primaten/>.

Vielen Dank!

Australischer Bundesstaat will Windhundrennen verbieten

Nachdem der Einsatz von lebenden Ködern und das massenhafte Töten von Windhunden für eine Reihe von Skandalen gesorgt hatten, kündigte Mike Baird, der Regierungschef des australischen Bundesstaats New South Wales, an, dass ab dem 1. Juli 2017 keine Windhundrennen mehr stattfinden dürfen. In den letzten zwölf Jahren sollen 68'000 Hunde getötet worden sein. Zehn bis 20 Prozent der Trainer stehen im Verdacht, lebende Köder zu verwenden.



Danone kauft Bio- und Vegan-Marken auf

Der französische Lebensmittelriese Danone hat im Juli 2016 die Übernahme der US-amerikanischen Gruppe The WhiteWave Foods angekündigt. Das Transaktionsvolumen liegt bei 12,5 Milliarden Dollar. Mit dem Kauf sichert sich Danone renommierte Bio- und Vegan-Marken wie Silk, So Delicious, Alpro und Vega.



Versuchstierproduktion



ENVIGO - im Schlechten vereint

Die Unternehmen Huntingdon Life Sciences und Harlan Laboratories, die regelmäßig wegen der Misshandlung von Tieren in ihren Labors kritisiert werden, haben sich zur Firma Envigo zusammengeschlossen.

Mit insgesamt rund 3800 Mitarbeitenden ist Envigo nun der zweitgrösste Versuchstieranbieter für die Forschung und das drittgrösste Auftragslabor für die präklinische Produktentwicklung für die Pharmaindustrie. Zu den Dienstleistungen von Envigo gehören Toxizitätstests für chemische Substanzen und andere Moleküle an Kohorten von Nagetieren, Kaninchen, Hunden und Primaten. Zudem produziert das Unternehmen ganz nach den Wünschen der Forscher Millionen von genetisch modifizierten oder krankgezüchteten Tiermodellen.

Der Absatzmarkt für die produzierten Versuchstiere wird auf eine Milliarde Dollar pro Jahr geschätzt.

Deutschland

Für das Gericht ist Küken-Schreddern tierschutzkonform

Das Oberverwaltungsgericht Münster hat am 20. Mai 2016 die Klage von elf Brüttereien gutgeheissen. Das vom nordrhein-westfälischen Minister für Umwelt, Landwirtschaft und Verbraucherschutz, Johannes Remmel, ausgesprochene Verbot des Schredderns von männlichen Küken wurde damit für unzulässig erklärt. Für das Gericht handelte es sich um eine Abwägung zwischen ethischen Gesichtspunkten des Tier- schutzes und menschlichen Nut- zungsinteressen. Da männliche Küken nicht vermarktet werden könnten, sei die Tötung der Küken Teil der Verfahren zur Versorgung der Bevölkerung mit Eiern und Fleisch, so das Gerichts- urteil. In Deutschland werden jedes Jahr 48 Millionen Küken getötet. Auch in der Schweiz ist das Schreddern (Homo- genisieren) von Küken erlaubt (Art.



183 Abs. 1 TSchV). Nach Angaben des Bundesamtes für Lebensmittelsicherheit und Veterinärwesen (BLV) werde das Schreddern in der Schweiz jedoch nicht mehr praktiziert. Alle Küken würden mit CO2 vergast. Das ist allerdings auch nicht besser und je nach verwendetem Vergasungssystem sogar noch schlimmer.

Die einfachste Lösung ist, auf Eier und andere tierische Produkte zu verzichten.





Im Rahmen der von unseren Mitstreitern bei ECEAE organisierten Botox-Aktionswoche, die vom 18. bis 24. Juli 2016 in elf europäischen Ländern stattfand, hat die LSCV mehrere Protestaktionen in der Deutschschweiz und der Romandie durchgeführt.

Dieses Jahr zielte die Kampagne auf das Unternehmen Eisai ab, das sein auf Botulinumtoxin B basierendes Produkt NeuroBloc an Tieren testet. Beim Zürcher Sitz des Unternehmens gingen Hunderte von Postkarten ein und es wurden Infoflyer an Passanten verteilt. Die US-Firma Allergan hat nach mehreren

Jahren auf die Protestkampagne reagiert und testet seine Produkte seit 2012 mit In-vitro-Ersatzmethoden statt an Tieren. Die Kampagne nimmt nun die anderen Hersteller ins Visier, bis diese ebenfalls alternative Tests entwickeln.



Das Bakteriengift Botulinumtoxin wird für medizinische Zwecke, z.B. bei Schiefhals oder chronischer Migräne, angewendet, ist aber überwiegend wegen seiner Anwendung im kosmetischen Bereich bekannt. Unter dem Begriff «Botox» zusammengefasst, werden botulinumtoxinhaltige Produkte unter die Haut gespritzt, wobei eine leicht lähmende Reaktion hervorgerufen wird die vorübergehend Gesichtsfalten glättet. Botulinumtoxin ist ein Bakteriengift und ist das stärkste Nervengift überhaupt. Jede Produkteinheit muss auf seine Effizienz und Sicherheit getestet werden.

Jedes Jahr werden ungefähr 600'000 Nager dem so genannten Test LD50 (letale (tödliche) Dosis bei 50%) unterzogen. Als Folge einer Einspritzung in die Bauchhöhle an 100 Mäusen oder Ratten, wird beobachtet, wie lange es dauert bis mindestens die Hälfte in langsamem Qualen, bei vollem Bewusstsein, nach mehreren Tagen verendet. Botulinumtoxin führt vorerst zu Lähmungen und Atembeschwerden, später zum Koma und zum Tod.



tier-parlament.ch

Wer setzt sich für Tiere ein?

HOME EIDGENÖSSISCHES PARLAMENT WAHLEN 2015 AUSWERTUNG ÜBER UNS KONTAKT

WAHLEN 2015

Welche Kandidaten zeigen ein Feingefühl für Tierschutz und könnten zu dessen Verbesserung beitragen? Welche Kandidaten würden sich eher gegen eine Verbesserung der Kondition der Tiere stellen oder für die Tierschutz nicht von Bedeutung ist?

HIER GEHT'S ZU DER RANGLISTE, NACH KANTON UND SPRACHREGION

ROMANDIE (FRANZÖSISCH) DEUTSCHSCHWEIZ (DEUTSCH) TESSIN (ITALIENISCH)

www.tier-parlament.ch

Allzu häufig werden Ratsgeschäfte, die eine Verbesserung des Tierschutzes zum Ziel haben, verworfen. Die Entscheidungen zum Schweizer Tierschutz werden in Bern getroffen und wir brauchen Parlamentarierinnen und Parlamentarier, die sich für die Sache der Tiere einsetzen.

tier-parlament.ch ist eine Online-Plattform, die über die Aktivitäten und Positionen von National- und Ständeratsmitgliedern und -kandidaten im Bereich Tiere und Tierschutz informiert.

Mit Dropdown-Menüs findet man nach Kantonen die Kandidaten und Gewählten denen Tierschutz etwas bedeutet, aber auch jene die dem Thema gleichgültig gegenüber treten oder sogar dagegen handeln. Das Ranking bezieht sich ausschliesslich auf diesen Bereich und auf die Haltung der einzelnen Politikerinnen und Politiker, unabhängig von der Haltung und dem Programm der Partei, die sie vertreten.

tier-parlament.ch ist politisch unabhängig und ein Gemeinschaftsprojekt von verschiedenen Tierschutzorganisationen.

Mémento

Ogni dono conta !

La LSCV non riceve alcuna sovvenzione dai poteri pubblici, ciò che le garantisce una totale indipendenza. A seconda del vostro luogo di residenza, i doni sono generalmente deducibili dalle tasse. Utilizzate il bollettino di versamento nel presente giornale o procedete via e-banking per i vostri doni o quote. Quota annua dei Soci : Minimo CHF 15.--

Se possibile, privilegiate i versamenti tramite ordine di pagamento o e-banking che sono gratuiti. Ogni versamento effettuato in ufficio postale è fatturato dalla Posta tra CHF 1.50 e CHF 3.55.

Un immenso grazie!

Personne di contatto

Avete una domanda relativa alla sperimentazione animale, un progetto da realizzare connesso alla protezione degli animali o al funzionamento della LSCV ? Il nostro Presidente Luc Fournier vi risponderà volentieri! Contattatelo : l.fournier@lscv.ch



Desiderate organizzare azioni, manifestazioni, oppure avete voglia di unirvi ad un gruppo di militanti attivi ?

Per la Svizzera tedesca, contattate (in tedesco) il nostro co-vice Presidente Benjamin Frei : b.frei@lscv.ch



Per la Svizzera romanda, contattate (in francese) la nostra segretaria del Comitato Laurianne Parent ed il nostro co-vice Presidente Paul Ecoffey : actions@lscv.ch



Avete una domanda amministrativa o di carattere generale, desiderate ottenere il contatto diretto di un membro del Comitato ? Contattate (in tedesco, francese e inglese) la nostra Tesoriera incaricata della segreteria, Maja Schmid : admin@lscv.ch o telefonicamente da lunedì a venerdì allo 022 349 73 37



Avete una domanda relativa agli alimenti per cani e gatti non testati sugli animali ? Contattate Michèle Perroud, incaricata di questo settore : petfood@lscv.ch



Avete una domanda relativa alle azioni politiche portate avanti in favore della protezione degli animali in seno al nostro Parlamento federale ? Contattate Norman Lipari che coordina queste azioni: info@animaux-parlement.ch



I lasciti sono esonerati dalle tasse

La LSCV è riconosciuta di pubblica utilità e i doni e lasciti che riceve non sono tassati fiscalmente.

Avete voglia di venire a trovarci ?

Vi accogliamo con piacere da lunedì a giovedì dalle 9.00 alle 12.00 e dalle 14.00 alle 17.00, e venerdì dalle 9.00 alle 12.00, nei locali della nostra sede situata a Ginevra :

Indirizzo:

Chemin des Arcs-en-Ciel 3
1226 Thônex
T 0041 (0)22 349 73 37
admin@lscv.ch
www.lscv.ch

Indirizzo postale

LSCV, Case postale 148
CH - 1226 Thônex

In quanto socio ricevete il nostro giornale quattro volte all'anno

Non dimenticate di comunicarci ogni eventuale cambiamento di indirizzo. La Posta ci fattura CHF 2.-- per ogni giornale rinviato al mittente e non comunica più i nuovi indirizzi.

Se non ricevete il giornale, non esitate a contattarci! I periodi di distribuzione sono : marzo, giugno, settembre o ottobre, dicembre.

Contribuite alla diffusione delle informazioni

Desiderate distribuire il nostro giornale nelle cassette delle lettere del vostro quartiere o altrove ? Vi invieremo con piacere il numero di copie richiesto.

IMPRINT Lega svizzera contro la vivisezione e per i diritti dell'animale

La LSCV è stata fondata a Ginevra nel 1883, sulla scia del movimento antivivisezionista sorto in Inghilterra negli anni 1870. La LSCV è un'associazione conforme ai termini dell'articolo 60 del Codice civile svizzero. Il suo funzionamento, la sua attività, i suoi obiettivi, la nomina del suo Comitato e l'utilizzazione dei suoi averi sono fissati dallo statuto dell'associazione, adottato in occasione dell'Assemblea generale dei suoi soci il 30 giugno 1978. La sede della LSCV si trova a Ginevra. Un edificio acquistato nel comune di Thônex vi accoglie i suoi uffici dal 1993. Conformemente all'art.2 del suo Statuto, la LSCV mira all'abolizione totale della «pratica di esperimenti medici, scientifici o commerciali sull'animale vivo (vivisezione)». Si impegna nel «conseguimento su tutto il territorio svizzero, di una legislazione che garantisca la difesa ed il rispetto dei diritti dell'animale», ed a consentire «il miglioramento costante di questa legislazione e controllarne in permanenza l'attuazione». Promuove ed incoraggia finanziariamente «la messa a punto di nuovi metodi di ricerca scientifica» che consentano l'abolizione della sperimentazione animale. Incoraggia e sostiene particolarmente i metodi detti sostitutivi (o alternativi), che ricorrono a tessuti o cellule umane (modelli *in vitro*) provenienti per esempio da biopsie praticate negli ospedali, o da dati bio-informatici (modelli *in silico*). Ai sensi dell'articolo 19 del suo statuto, la LSCV non persegue alcun scopo di lucro ed i suoi averi possono essere utilizzati unicamente per il conseguimento degli obiettivi prefissati.

Pubblicazione: Giornale trimestrale. Salvo diversa indicazione, gli articoli sono redatti dalla LSCV // **PAO e maquette :** LSCV // **Tipografia:** carta riciclata 60 gm² // **Indirizzo:** LSCV, Case postale 148, CH - 1226 Thônex

Quote e doni

Dalla Svizzera

Conto n° 12-2745-6
IBAN : CH38 0900 0000 1200 2745 6

Dall'Europa in EURO

Conto n° 91-438913-2
IBAN : CH40 0900 0000 9143 8913 2
BIC : POFICHBEXXX

Istituto : PostFinance,
Nordring 8,
3030 Bern

Titolare : Lega svizzera contro
la vivisezione e per i diritti
dell'animale

Indirizzo : Case postale 148,
1226 Thônex

Servizi per i soci

Petfood

Sconto del 10% sull'acquisto di alimenti per cani e gatti non testati sugli animali ordinati on-line sul cro'shop : www.cromania.ch

Chiedete il vostro codice sconto da indicare sulle vostre ordinazioni : petfood@lscv.ch o 022 349 73 37

Elenco dei cosmetici non testati sugli animali

Scaricate on-line il nostro elenco aggiornato nella rubrica «cosmetici» : www.lscv.ch

Per riceverlo in forma cartacea, vogliate contattare l'ufficio della LSCV.

Informazione militante

Numerosi flyer, pieghevoli, autoadesivi ed altro materiale informativo possono esservi inviati gratuitamente. Contattateci. Elenco del materiale : rubrica «Edizioni» www.lscv.ch

Édito

Care Socie, cari Soci, care amiche e cari amici della Lega,
Care lettrici e cari lettori,

Al momento di pubblicare il presente numero, ancora non si conosce la decisione del Tribunale amministrativo zurighese quanto al ricorso inoltrato contro un esperimento che utilizza scimmie. Per questo motivo è importante mantenere la pressione e l'attualità di questa tematica. La LSCV ha organizzato un raduno il 3 settembre scorso nel centro di Zurigo, seguito da una marcia fino all'Università e l'ETH di Zurigo, che vogliono svolgere questi esperimenti. La nostra petizione, portata avanti congiuntamente all'ATRA e all'AGSTG contro questi studi, ha raccolto 50'000 firme e sarà prossimamente depositata presso il parlamento zurighese.

Impedire esperimenti di ricerca fondamentale, ossia esperimenti mirati unicamente a studiare un determinato settore senza prevederne alcuna applicazione, dovrebbe essere una formalità quando dolori e sofferenze sono inflitti agli animali. Di natura l'uomo dovrebbe essere incline a risparmiare sofferenze ad un altro essere vivente, soprattutto se questi dolori non sono connessi ad una necessità di salvaguardare la propria esistenza. Eppure, malgrado il passare degli anni e le numerose azioni di informazione portate avanti, una grande maggioranza della popolazione continua ad ascoltare soltanto gli ambienti scientifici che assicurano che questi studi sono indispensabili. E siccome gli scienziati vivono della sperimentazione animale, non ci si può certamente aspettare che portino avanti un discorso diverso.

Convincere la popolazione dell'inutilità di questi esperimenti non è facile, in particolare quando i ricercatori che condividono questa opinione non osano esprimere pubblicamente, per paura di inimicarsi i loro colleghi o di veder diminuire i fondi già magri che ricevono.

Un incremento dei fondi stanziati per i metodi di sostituzione permetterà di liberare la parola di questi ricercatori, che avranno meno da perdere ad esprimersi pubblicamente. Solo in quel momento, l'opinione pubblica prenderà progressivamente coscienza che è possibile fare meglio e senza sofferenze animali. Partecipiamo a questa promozione dei metodi di sostituzione, e questo grazie al vostro sostegno, continuando nel contempo a portare avanti le nostre azioni contro la sperimentazione animale. Anche se riusciamo a salvare solo qualche animale, sono comunque vite alle quali risparmiamo sofferenze. E queste azioni contribuiscono anche a mantenere la pressione sulle nostre università, grandi consumatrici di animali per la ricerca. Anche loro sentono che il vento sta girando e prendono coscienza che le loro ricerche non saranno eternamente giustificabili. Progressivamente, anche loro si impegnano nel campo dei metodi senza animali. Non dobbiamo abbassare le braccia, anche se a volte la situazione può sembrare scoraggiante. Dobbiamo trovare sostegni presso la comunità scientifica anche per garantire loro una libertà di parola. Vi sono continuamente migliaia di animali detenuti nei sotterranei delle nostre alte scuole. Non dobbiamo abbandonarli.



Un luogo che contribuirà a diffondere l'informazione tra il pubblico è la nostra libreria caffè Happy Books, nel centro di Friborgo. Dopo due anni di intralci abusivi e seccature amministrative, abbiamo comunque deciso di aprire al pubblico ma con un progetto diverso da quello pensato inizialmente. Siete tutte e tutti cordialmente invitati alla sua inaugurazione il 15 ottobre 2016 !

Vi auguriamo buona lettura e vi inviamo i nostri calorosi saluti.
Luc Fournier, Presidente

15 ottobre 2016 - 12h00 - 18h00

GOOD NEWS



Happy Books delizierà le vostre papille



Sabato 15 ottobre, la libreria caffè LSCV Happy Books, situata nel centro di Friborgo, inaugurerà il suo spazio bar ristorazione 100% vegan ed a prezzi liberi.

Happy Books sarà poi aperta ogni settimana da giovedì a sabato, dalle 10 alle 18. **Siete tutte e tutti cordialmente invitati a ritrovarci il 15 ottobre a partire dalle 14.00 per festeggiare degnamente questo evento!**

La libreria propone alla vendita libri per adulti e bambini, su tematiche come il diritto degli animali, la salute o la cucina vegetariana. La maggior parte dei libri può essere anche presa in prestito gratuitamente per un periodo di 30 giorni oppure consultata sul posto. Un piccolo spazio lettura e giochi è dedicato ai bambini.

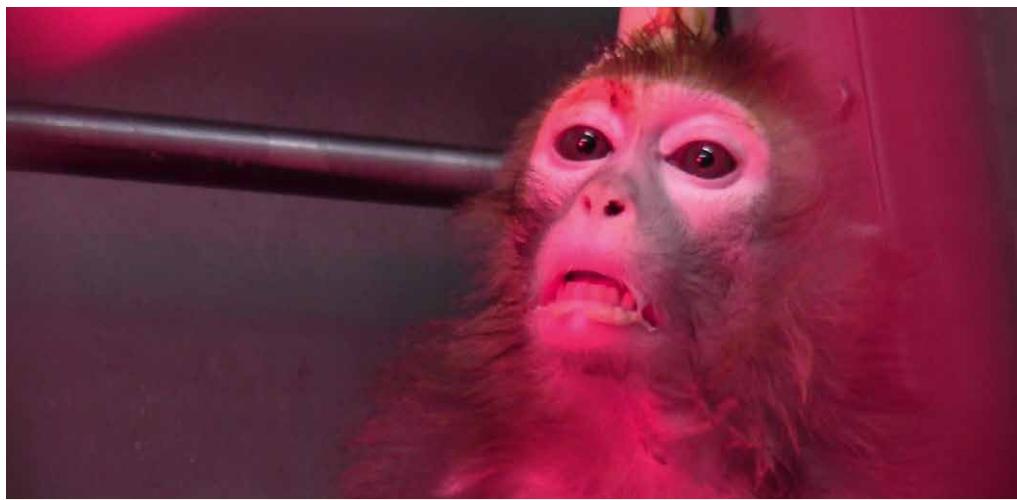


**Librairie LSCV
Happy Books**
Rue Hans-Geiler 2
1700 Fribourg
T 026 321 12 67
happybooks@lscv.ch



Università e ETH di Zurigo

Pietà per i primati



Esperimenti sui primati tuttora bloccati a Zurigo

Dopo la cessazione degli esperimenti nel 2014, il Tribunale amministrativo zurighese dovrebbe tra poco prendere una decisione sul ricorso inoltrato contro gli esperimenti che il neuroscienziato Valerio Mante intende svolgere presso l'Istituto di neuroinformatica (INI) dell'Università e Scuola politecnica federale di Zurigo (ETH).

Un progetto molto simile già vietato nel 2009

Quando nell'aprile 2014 Valerio Mante aveva inoltrato la richiesta di svolgere esperimenti su macachi, sembrava poco probabile che potesse ottenere l'autorizzazione dell'autorità cantonale, visto che il suo progetto assomigliava molto a quello già vietato nel 2009 dal Tribunale federale.

Contro ogni aspettativa, e nel più assoluto disprezzo della giurisprudenza, il servizio veterinario zurighese gli ha rilasciato un'autorizzazione nel luglio 2014. Opposti a questi esperimenti, i tre rappresentanti della protezione degli animali della commissione sulla sperimentazione animale del cantone di Zurigo hanno fatto opposizione all'autorizzazione nell'agosto 2014.

Come previsto dalla procedura zurighese, il Consiglio di Stato era stato sollecitato a pronunciarsi sulla validità dell'opposizione. Ma quale speranza si poteva ragionevolmente riporre in un esecutivo che assegnava diverse decine di migliaia di franchi all'Università per permetterle di installare nuovamente delle gabbie per le scimmie ancor prima di aver comunicato la propria decisione? Nessuna, e dunque non c'è da stupirsi se il Consiglio di Stato ha respinto l'opposizione nel dicembre 2015. Per il Consiglio di Stato, la ricerca zurighese prevale sulle sofferenze inflitte agli animali. Le nostre università possono fare i

loro esperimenti sugli animali senza limiti. Fintanto che tutto questo apporta notorietà e contributi al cantone, l'etica passa in secondo piano. E poco importa che il Tribunale federale abbia già dichiarato illecito questo tipo di esperimenti. Le procedure giuridiche sono lunghe e costose per le parti coinvolte, sicché il Consiglio di Stato non rischiava grosso prendendo decisioni scandalose.

Nel caso in questione, fortunatamente i membri della commissione (delle organizzazioni Zürcher Tierschutz e Tier im Recht) non hanno abbassato le braccia ed hanno depositato un ricorso contro gli esperimenti di Mante presso il Tribunale amministrativo zurighese. Il ricorso era corredata da una lettera aperta al Consiglio di Stato, co-firmata da 46 organizzazioni svizzere di protezione degli animali, tra cui la LSCV.

Non rinuncia però nemmeno l'università zurighese che, a spese dei contribuenti, si avvale dei servizi di uno dei principali studi legali per contestare la validità del ricorso. L'università vuole svolgere esperimenti sulle sue scimmie, e non bada a spese per riuscire. Il governo zurighese è sulla stessa linea, avendo previsto un investimento di CHF 500'000.- per la messa a norma degli impianti destinati a ricevere le scimmie. Perché questi esperimenti di Mante non riguardano un progetto isolato. L'INI vuole rilanciare le procedure sperimentali sui primati, sospese dal 2009.

« Meno sofferenze » negli esperimenti

Prevedendo un'opposizione piuttosto viva al suo progetto, Valerio Mante si è premurato di limitare gli aggravi inflitti agli animali, rispetto al progetto vietato nel 2009. Dalla durata dell'esperimento alla restrizione d'acqua per dissetarsi, tutto è stato praticamente dimezzato.

Per il ricercatore dunque le sofferenze inflitte agli animali sarebbero ridotte allo stretto indispensabile. A riprova il fatto che il sistema di elettrodi impiantati chirurgicamente sotto anestesia nel cervello dei macachi prima dell'inizio degli esperimenti è lo stesso di quello utilizzato in pazienti umani trattati con stimolazione profonda. Poiché il cervello è privo di recettori del dolore non ci sarebbe alcuna sofferenza.

Solo che i casi di lesioni o edemi intorno agli elettrodi dopo intervento chirurgico su pazienti umani non sono per niente rari. E poi la somministrazione di piccole quantità di corrente elettrica per turbare l'attività della corteccia prefrontale mira a cercare di simulare turbe dell'umore o psicosi negli esseri umani. Come si può escludere l'eventualità che queste turbe possano sussistere dopo la fine della sessione di studio quotidiana? Ed in più i pazienti umani non sono messi nelle stesse terribili condizioni di detenzione dei macachi,

che consistono nel rimanere rinchiusi in gabbia per molti anni nei sotterranei di un laboratorio. Tranne per esserne estirpati di forza ed immobilizzati su una sedia per primati, mantenuti assetati per ore. Ma soprattutto la valutazione dell'aggravio fissato dalla legislazione non tiene conto della terribile sorte di questi macachi prima di finire in un laboratorio. La detenzione lontano in una gabbia d'allevamento, le malattie provocate dal confinamento, lo sradicamento ed il trasporto in un cassa di legno nella stiva di un aereo, lo scarico e l'invio in un centro di quarantena. Ed un'ultima spedizione in camion fino alla sua destinazione finale. Valerio Mante pensa

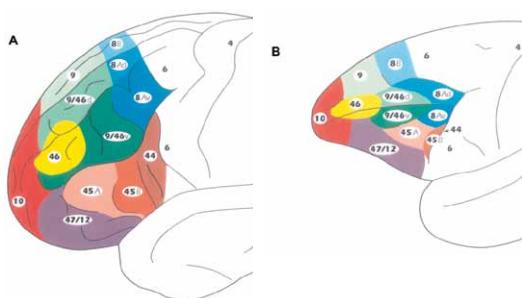


al terrore che hanno vissuto le scimmie che vuole utilizzare per i suoi esperimenti? Perche non è mai preso in conto dall'autorità cantonale al momento della ponderazione degli interessi ?

Quale validità hanno per l'uomo gli studi di Valerio Mante?

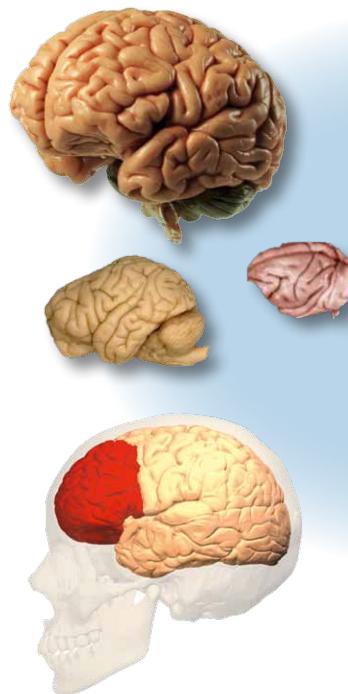
Il suo progetto su « due o tre » macachi rhesus, « in un primo tempo », prevede lo studio di popolazioni di neuroni nella corteccia prefrontale, zona del cervello che raggruppa diverse funzioni cognitive come il linguaggio, la memoria di lavoro, il ragionamento e più generalmente le funzioni esecutive. Numerosi studi sugli animali sono costantemente condotti in questo campo, con la speranza di capire i meccanismi cellulari coinvolti in patologie come la schizofrenia o la depressione.

Il cervello umano differisce evidentemente da quello dello scimpanzé a livello di dimensioni, organizzazione e complessità. Ed ancora di più da quello del macaco. Ma diversamente da altre zone cerebrali, la corteccia prefrontale sembra presentare alcune similitudini. Anche se alcune imaging medicali hanno dimostrato che la corteccia prefrontale ventrolaterale non è collegata nello stesso modo alle zone cerebrali coinvolte nell'uditio. Ed anche se il polo frontale laterale, presente nel centro della corteccia prefrontale ventrolaterale umana, non esiste nella scimmia. Questa regione prende parte alla presa di decisioni, alla pianificazione ed alla capacità di effettuare diverse mansioni simultaneamente.



Paragone tra le cortece prefrontali umana (A) e Macaco (B)

Nella misura in cui uno studio mira ad acquisire nuove conoscenze su meccanismi ancora sconosciuti, la validità del modello è essenziale. In questo caso, è semplicemente impossibile estrapolare all'uomo i risultati ottenuti sul macaco, tanto sono numerosi i parametri coinvolti in questi processi. Ciò che spiega la proliferazione di studi svolti da anni senza che ne risulti la minima applicazione clinica efficace per l'uomo. E gli studi di Mante, come gli altri, non serviranno ad altro che a contribuire ad aumentare i mucchi di carta alimentati da questi studi crudeli e costosi.



Il cervello dello scimpanzé è 3 volte più piccolo di quello dell'uomo. E quello del macaco è ancora più piccolo.

Il numero di sinapsi che garantiscono le connessioni neuronali è diverso tra l'uomo ed il primate. Uno studio pubblicato sui Resoconti dell'Accademia americana delle scienze (PNAS) ha peraltro evidenziato un'ulteriore asimmetria strutturale del cervello umano, che potrebbe spiegare il fatto che siamo più progrediti sul piano cognitivo. Si tratta del solco temporale superiore (STS), una fessura della corteccia situata nel lobo temporale superiore del cervello, una struttura coinvolta nel discorso e nella percezione sociale.

Paragonando 73 cervelli di scimpanzé a 177 cervelli di umani, si è potuto osservare una struttura asimmetrica lunga circa 4,5 centimetri nell'emisfero destro del cervello umano.

Almeno 91 geni coinvolti nei meccanismi neurofisiologici si esprimono in modi diversi nell'uomo e nella scimmia. Studi recenti hanno evidenziato differenze di espressione dei geni, che potrebbero spiegare l'evoluzione più rapida del cervello umano.

Esperimenti sui primati già vietati nel 2009

Dopo tre anni di procedure, il Tribunale federale (TF) vietava (1) definitivamente il 7 ottobre 2009, due esperimenti che i ricercatori Daniel Kiper e Kevan Martin volevano svolgere sui macachi rhesus presso l'Istituto di neuroinformatica (INI) dell'Università e la Scuola politecnica federale di Zurigo (ETH).

Questi due progetti di ricerca fondamentale miravano in particolare lo studio dell'attività neuronale nelle diverse zone del cervello per localizzare le diverse strutture visive e cercare di capirne l'organizzazione.

Per questi studi, le scimmie dovevano subire una fase di preparazione di una durata compresa tra 3 e 12 mesi per imparare gli esercizi visivi da effettuare. Durante questa fase, i macachi erano estratti dalle gabbie, portati in laboratorio e collocati su una sedia per primati. La testa era immobilizzata per consentire la misurazione dell'attività neuronale. Conclusa la fase preparatoria, gli esperimenti potevano iniziare. Le stesse condizioni erano ripetute ogni volta durante 3 ore. In caso di risposta giusta, il macaco riceveva qualche goccia d'acqua. Per obbligarlo a partecipare, veniva assetato privandolo d'acqua per 12 ore prima dell'esperimento. Lo studio era ripetuto ogni giorno per due anni.

Ponderazione degli interessi in favore dei macachi

Per via dell'accumulo di aggravii (sedia per primati, privazione d'acqua e durata totale dell'esperimento molto lunga), il tribunale amministrativo zurighese, adito per un pri-

mo ricorso, aveva attribuito all'esperimento il livello di gravità 3, ossia il livello massimo secondo la classificazione predisposta dal servizio veterinario federale. Per questo motivo, la ponderazione degli interessi (equilibrio tra le sofferenze inflitte agli animali ed interesse per l'acquisizione di nuove conoscenze) effettuata dal servizio veterinario cantonale zurighese che aveva autorizzato questi esperimenti, era contestata dal TF.

Per il TF, l'assenza di applicazione terapeutica chiara è un dato importante da prendere in considerazione nella ponderazione degli interessi. L'esperimento non può essere autorizzato se l'applicazione terapeutica è lontana nel tempo e prevede numerosi esperimenti in futuro. « *La determinazione dell'acquisizione prevedibile di conoscenze deve poggiare sul risultato concreto del caso e non su quello di un gran numero di esperimenti* ». In virtù dell'articolo 137 dell'OPAn cpv.3, va preso in considerazione soltanto lo scopo immediato. Tenuto conto di tutti questi elementi, nonché della particolare prossimità esistente tra i primati e gli esseri umani, l'esperimento non può essere autorizzato.

(1) Sentenza del Tribunale federale I 35 II 405 e I 35 II 384 del 7 ottobre 2009

Quali alternative sono possibili agli esperimenti sulle scimmie?

Perchè non svolgere questo tipo di esperimenti su volontari umani, portatori o no di elettrodi già impiantati per via di un trattamento in corso ?

« Sarebbe illegale » rispondeva Mante il 26 aprile 2016 al giornalista Beobatcher.

Illegale ? Eppure all'estero si effettuano regolarmente imaging medicali di volontari. E' uno di questi studi svolti su 25 volontari e 25 macachi che ha consentito di mappare la zona prefrontale del cervello per studiarne le similitudini tra queste due specie. Evidentemente non sarebbe ammissibile stimolare la corteccia di volontari per indurre uno stato depressivo. Il vero problema per interpretare i risultati di questi esperimenti condotti su primati ne relativizza la necessità. Invece di continuare a svolgere studi costosi su primati sostenendo che attualmente non è possibile fare la stessa cosa su esseri umani, perchè non utilizzare i fondi pubblici stanziati per questi esperimenti per affinare i procedimenti di imaging cerebrale. Studi assolutamente non invasivi su volontari sarebbero dunque possibili e con risultati direttamente applicabili alla specie in questione.

Ben inteso, ricercatori come Mante che hanno costruito tutta la loro carriera scientifica svolgendo esperimenti su scimmie, preferiscono continuare su questa strada e collezionare le pubblicazioni scientifiche piuttosto che mettere in pericolo la loro carriera cercando altri strumenti di studio più pertinenti per i loro simili. E' così che funziona il sistema della ricerca medica.

Fuga di cervello ?

Il rifiuto degli esperimenti sui primati da parte del TF nel 2009 aveva suscitato le solite dichiarazioni allarmiste. Il presidente dell'ETH Ralph Eichler annunciava: « C'è da temere che questa decisione avrà conseguenze negative sulla piazza scientifica zurighese ». Persino la rivista Nature aveva scritto un editoriale incendiario. Il ricercatore Kevan Martin faceva presente che « gli scienziati si muovono. » Amabile allusione all'eterna « fuga dei cervelli » preannunciata. Pensava anche lui di andarse-

Il gioco del « Bugiardo ! »

Per inquietare la popolazione, i ricercatori tendono a sostenere che se gli esperimenti sui primati vengono vietati in Svizzera, i ricercatori andranno a farli in Cina dove la protezione degli animali è inesistente.

E' questo il succo del comunicato stampa (1) diramato il 21 gennaio 2016 dall'organizzazione pro vivisezione Forschung für Leben (FFL), in cui si rimproverava « l'irresponsabilità » dei tre membri della commissione zurighese che avevano osato fare ricorso contro le sperimentazioni sui primati svolte dall'università e dall'ETH di Zurigo.

« Con la loro ostinazione, i protettori degli animali non salveranno la minima scimmia » prevedeva sul Tages Anzeiger (2) Rolf Zeller, ricercatore di Basilea e vice-presidente del FFL, adducendo come motivo che questi esperimenti di importanza capitale si faranno all'estero dove non vige lo stesso livello di controllo delle sperimentazioni sui primati che in Svizzera.

In pratica, le condizioni sperimentali sono poi così diverse all'estero ? Quando fa comodo agli ambienti della ricerca, palesemente non sempre.

Il ricercatore in neuroscienza dell'EPFL Grégoire Courtine spiegava (3) il 18 aprile 2016 sulla radio suisse romande di essere molto contento del suo viaggio in Cina dove aveva potuto svolgere esperimenti su alcuni primati. Per lui non ci sono differenze. Alla domanda sul perché questi esperimenti finanziati con fondi europei erano svolti in Cina, il ricercatore ha

risposto:

« In Cina, si obbedisce alle stesse leggi che le nostre ricerche se si facessero in Svizzera. Ma effettuate in seno ad una struttura privata ».

(1) http://www.forschung-leben.ch/forschung-leben-de/assets/File/160121_Weiterzug_Affenversuche_miho_TAL_RZ.pdf ; (2) <http://www.tagesanzeiger.ch/zuerich/stadt/Wissenschaftler ueben harsche Kritik an Tierversuchsgegnern/story/16665546> ; (3) <http://www.rts.ch/la-lere/programmes/le-journal-du-matin/7638201-le-journal-du-matin-du-18-04-2016.html>

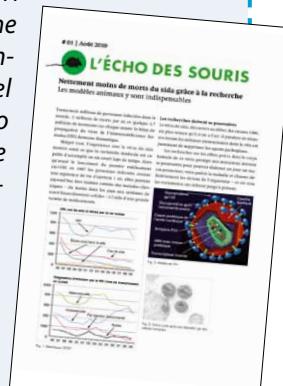
ne dalla Svizzera? « Sarebbe un giorno triste per me » rispondeva il ricercatore. Ed un pessimo calcolo contabile. Gli scienziati non stanno poi così male in Svizzera. Nel 2016, Kevan Martin è tuttora docente all'INI...



Kevan A. C. Martin è ancora all'INI. In mancanza di primati, fa i suoi esperimenti sui gatti.

Forschung für Leben, una clinica di scienziati visionari

L'insuccesso in medicina umana dei trattamenti testati con successo su primati sono di ordinaria amministrazione. Non abbastanza per il FFL che nella sua rivista L'echos des souris di agosto 2010, faceva il suo rapporto sull'inchiesta pubblicata dalla rivista scientifica Nature. FFL scriveva che « la grande maggioranza dei ricercatori specialisti dell'HIV ritiene il « modello macaco » indispensabile – anche nel lungo termine – per lo studio dell'evoluzione della malattia e la messa a punto di eventuali vaccini o microbicidi vaginali. Come spiegato da Thomas Klimkait dell'Istituto di microbiologia medica dell'università di Basilea ». Concludendo magistralmente : « Non è con colture cellulari che riusciremo a determinare cosa succede esattamente nell'apparato genitale femminile al momento della trasmissione né in che modo trattare per fermare il virus a questo livello ».



I mesi successivi sono stati duri per l'FFL, dato il risultato di uno studio clinico pubblicato nel settembre 2010 nella rivista The Lancet. Un gel microbicida vaginale anti-aids (PRO 2000) testato con successo su macachi si è rivelato assolutamente inefficace per le 9'000 donne testate in diversi paesi africani.

A proposito dell'Istituto di neuroinformatica

L'Istituto di neuroinformatica (INI) è un istituto appartenente congiuntamente all'Università di Zurigo (UZH) ed alla Scuola politecnica federale di Zurigo (ETH). Creato nel 1995, l'INI è fisicamente situato sul campus dell'UZH Irchel, Winterthurerstrasse 190, 8057 Zurigo.

Gli esperimenti svolti riguardano soprattutto gli studi sul cervello. Alcuni procurano lesioni fisiche o psichiche gravi e sono svolti su diverse specie animali : roditori, gatti, primati (per il momento all'estero) e persino uccelli ! Alla semplice lettura della lista delle pubblicazioni (1) dell'INI e dei rispettivi titoli (2) sulla sua pagina web si può immaginare quello che gli animali devono sopportare in questo istituto. Ma con quale scopo ?

L'articolo 137 dell'Ordinanza sulla protezione degli animali (OPAn) ingiunge che un esperimento risponda al criterio del « carattere indispensabile », secondo la definizione seguente: l'esperimento deve avere un rapporto con la salvaguardia e la tutela della vita o della salute umana o animale, o apportare conoscenze nuove su fenomeni vitali essenziali.

Qual è il carattere indispensabile di questi esperimenti di ricerca fondamentale che mirano allo studio dei meccanismi neuronali coinvolti nel canto degli uccelli ?

Qual è la legittimità di questi esperimenti ?

Gli studi di Alessandro Canopoli sono stati svolti su 40 giovani Diamanti mandarini (zebra finches). Dopo essere stati esposti periodicamente ad un canto, sono state indotte importanti lesioni bilaterali irreversibili tramite iniezione di acido ibotenico (un potente neurotossicco) nel cervello per studiarne gli effetti sulla memoria.



(1) <https://www.ini.uzh.ch/publications>

(2) Lesions of a higher auditory brain area during a sensorimotor period do not impair birdsong learning

Neural code alterations and abnormal time patterns in Parkinson's disease

Local Circuits for Contrast Normalization and Adaptation Investigated with Two-Photon Imaging in Cat Primary Visual Cortex

Spatial Representations in Local Field Potential Activity of Primate Anterior Intraparietal Cortex (AIP)



Sperimentazioni sui primati nel mondo

Ogni anno circa 100'000 scimmie e grandi scimmie sono utilizzate nel mondo per la ricerca.

50'000 sono utilizzate per esperimenti negli Stati Uniti. Otto centri nazionali ne detengono circa 30'000 di 20 specie diverse, alle quali si aggiungono importazioni da Indonesia e Cina, che ne detiene circa 100'000, di cui 70'000 sono femmine riprodottrici. Il costo (circa 800 dollari) di un primate in Cina equivale ad un decimo del costo negli Stati Uniti. Inoltre la Cina effettua per le industrie occidentali, dei test di tossicità su questi animali per un costo compreso tra 2'000 e 5'000 dollari a scimmia. Gli altri paesi esportatori di primati per la ricerca sono principalmente l'Indonesia, Israele, Kenya e l'isola Maurizio, con 20% del mercato.

Tra 10'000 e 12'000 primati sono utilizzati per esperimenti nei laboratori dell'Unione europea, soprattutto nel Regno Unito, in Francia ed in Germania. Il 67% è utilizzato per test tossicologici o preclinici, il 15% per la ricerca e lo sviluppo ed il 15% per la ricerca fondamentale.

Sperimentazioni sui primati in Svizzera

Stando alle statistiche pubblicate dall'autorità federale (USAV), tra 200 e 300 primati sono utilizzati a scopi sperimentali ogni anno in Svizzera.

Tra i 3'439 primati utilizzati tra il 2010 ed il 2015, 1'043 animali hanno subito un experi-

mento con aggravio. 26 primati hanno subito forti aggravi, con rischio di morte (livello di gravità 3).

Tre cantoni effettuano esperimenti su primati in Svizzera. Si tratta di Basilea Città, Zurigo e Friburgo.

120 primati (178 nel 2014) sono stati utilizzati a scopi sperimentali a Basilea Città nel 2015 dalle ditte farmaceutiche Novartis e Roche.

78 primati (73 nel 2014) sono stati utilizzati per esperimenti presso l'Università e l'ETH di Zurigo e l'Università di Friburgo. Questi esperimenti sono stati effettuati soprattutto grazie ad importanti finanziamenti pubblici, provenienti in parte dall'FNS e dai cantoni.

L'Università e l'ETH di Zurigo portano avanti diversi studi fondamentali in campi come la cognizione, la locomozione o il xenotriplanto delle isole pancreatiche.

L'Università di Friburgo porta avanti essenzialmente studi sulle lesioni cerebrali e del midollo spinale. I suoi impianti le consentono di detenere fino a 25 scimmie. L'università ha investito CHF 500'000.- per la messa in conformità degli impianti e la costruzione di locali di detenzione in grado di accogliere tra 2 e 5 primati.

Numero di primati utilizzati ogni anno a fini sperimentali, secondo le statistiche dell'USAV

Cantoni	2010	2011	2012	2013	2014	2015
BS	231	222	165	213	178	120
FR, ZH	70	59	112	109	73	78
Totale	320	281	277	322	251	198

Origine dei primati per la ricerca in Svizzera

I grandi primati utilizzati nei nostri laboratori sono principalmente dei macachi (macaca fascicularis e mulatta). Questi animali si trovano nell'allegato II della Convenzione sul commercio internazionale delle specie minacciate di estinzione, ciò che ne consente la commercializzazione con un permesso Cites.

L'articolo 118, capoverso 4 dell'Ordinanza sulla protezione degli animali (OPAn), sancisce che « I primati possono essere utilizzati nella sperimentazione animale solo se provenienti da un allevamento ».

Non avendo allevamenti di primati, la Svizzera li acquista presso organismi come il centro di primatologia di Göttingen (DPZ) in Germania, o da aziende private come Bioprim. Queste ditte si approvvigionano a loro volta presso società situate in Asia o sull'isola Maurizio, che catturano gli animali nel loro habitat naturale per utilizzarli come riproduttori.

Perchè continuare a catturare scimmie nella natura ? Perchè i primati si riproducono difficilmente in cattività, anche per specie come i macachi che possono moltiplicarsi rapidamente allo stato brado. Si può ottenere una prima generazione F1 di primati a partire da animali selvatici. Risulta invece estremamente difficile ottenere una generazione F2. Per approvvigionare i laboratori in quantità sufficienti, occorre andare a prelevare nuovi riproduttori nella natura. Indirettamente la ricerca

sui primati portata avanti in Svizzera contribuisce alla cattura ed alla decimazione di interi gruppi in ambiente naturale.

Per questi motivi, diversi paesi hanno vietato l'esportazione dei primati, tra cui il Brasile nel 1967, il Perù nel 1973, la Thailandia nel 1975 o la Malaysia nel 1984.



I primati non umani (PNH) si riproducono male in cattività. Stando alle ultime statistiche pubblicate in Francia per il 2014, i PNH di seconda generazione in cattività o ulteriore (F2 o più) rappresentano soltanto il 5% degli animali utilizzati.

I macachi sperimentati in Svizzera provengono principalmente dagli allevamenti in Asia e sull'isola Maurizio dove questo commercio frutta milioni al governo. Gli animali sono spediti via aerea e scaricati in Francia dalla Bioprim o in Germania al DPZ. Vi restano in quarantena per diverse settimane al fine di effettuare test sanitari. Gli animali sani sono trasportati nei laboratori svizzeri, gli altri sono eliminati.

Il Deutsches Primatenzentrum (DPZ) si trova a Göttingen, nel centro della Germania. Questo istituto pubblico di ricerca detiene 1'400 primati e vende i suoi animali per diverse migliaia di franchi all'unità. Vi alleva 9 specie, tra cui i macachi rhesus, cinomolghi e uistiti dai pennacchi bianchi, che sono i primati più utilizzati nei nostri laboratori.



La società Bioprim è stata creata nel 2001 a Baziège, nel Sud-Ovest della Francia. Affitta 2'000 m² nel parco di Lantarèse, uno zoo privato chiuso al pubblico, sui 10 ettari di superficie del sito. Bioprim intende ampliare le proprie strutture per potervi detenere 500 primati e fare concorrenza al centro pubblico di primatologia di Strasburgo, dove 650 degli 800 animali detenuti sono venduti ogni anno a diversi laboratori.



Allevamenti di primati sull'isola Maurizio

Attività in piena espansione sull'isola, l'allevamento di macachi cinomolghi (Macaca fascicularis) per i laboratori occupa sei aziende: Noveprim Group, Les Campêches Ltd, Biodia Co Ltd, Bioculture (Mauritius) Ltd, Bio Sphère e Prima Cyno Ltd.

Noveprim Group è stato fondato nel 1990 con il nome di CRP. Detiene 5'000 scimmie ripartite su 4 siti : Goyave, Royal, Nouvelle Terre e Les Campêches. Ogni sito ospita 1'700 femmine riprodottrici. Gli animali vivono in voliere esteriori contenenti ciascuna 40 animali in media. Tutte le femmine catturate servono ad aumentare il numero di riprodottrici nell'allevamento. Un altro sito a Chamouny è destinato a ricevere gli animali catturati e garantirne l'acclimatazione alla cattività. Questi animali sono poi trasferiti sui siti di riproduzione. Noveprim Group esporta ogni anno 3'000 macachi in Europa e negli Stati Uniti per studi di innocuità dei farmaci prima delle prove cliniche sull'uomo. Fine 2003, il gruppo americano Covance è entrato nel suo capitale.

Bioculture (Mauritius) Ltd è stata fondata nel 1985 ed è il fornitore praticamente esclusivo del mercato americano grazie ad un contratto firmato con la ditta americana Charles River, una delle principali società di produzione di animali da laboratorio nel mondo.

Bodia Co Ltd detiene 8'000 scimmie nelle sue due aziende agricole a Clarens e Tamarin.

Tutte queste aziende si occupano della cattura, dell'allevamento e dell'esportazione di scimmie per la ricerca. Gli Stati Uniti sono i più grossi importatori (2'608 scimmie nel 2013), seguiti da Regno Unito, Francia, Germania, Singapore, Canada, Messico e Spagna.

La Svizzera non appare in queste statistiche perchè compra i primati tramite la Francia (Bioprim) o la Germania (DPZ).

L'esportazione di 6'591 primati (6'054 nel 2013, 6'464 nel 2012, dati di Statistics Mauritius) durante i primi nove mesi del 2014, ha fruttato circa 14,2 milioni di euro, ossia circa 2'150 euro per animale.



In cifre

2'000 persone lavorano per questo commercio. Questi effettivi comprendono i team dirigenti, i veterinari, gli addetti alle cure ed i fornitori di scimmie.

2 anni. E' l'età media alla quale le scimmie sono esportate verso i laboratori. Questo lasso di tempo deve consentire ai primati di essere svezzati.

Tra 6'000 e 8'000 macachi lasciano ogni anno le fattorie di Maurizio per i laboratori.

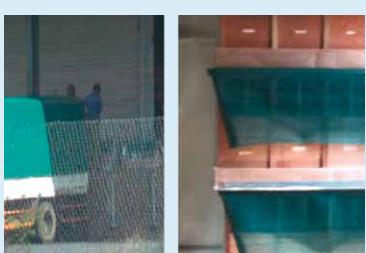
8'000. E' il numero di femmine riproduttrici in cattività.

Tra 25 e 30 anni. E' la durata di vita massima di un macaco nel suo ambiente naturale.

50'000 scimmie sono attualmente allevate nelle aziende agricole di Maurizio.

60'000. Si stima sia il numero di macachi selvatici che vivono sull'isola.

200 dollari. E' il prezzo medio pagato per l'acquisto di un macaco ai proprietari fondiari che forniscono le scimmie.



Professione : cacciatore di scimmie

Nazir Jaffar, 33 anni, da diversi anni installa trappole per catturare primati a Midlands e nella regione di Montagne-Blanche. Questa attività gli frutta un sacco di soldi. « Ho costruito più della metà della mia casa con i soldi ricavati dalla vendita delle scimmie che catturo ».

« Spesso mi rubano le trappole con dentro le scimmie. L'altro giorno mi ero dimenticato di dare da mangiare alle scimmie catturate. Si sono picchiati nella gabbia e quando ha aperto, mi hanno morso e sono scappate. » In piedi davanti ad una gabbia con dentro sei scimmie, tra cui una bertuccia ed i suoi piccoli, Jaffar dice di aver collocato una quindicina di trappole in diverse regioni del centro dell'isola. Ogni giorno parte verso le 4 del mattino per verificare le trappole e prelevare gli animali accalappiati. Allora mette le scimmie catturate in sacchi di iuta per trasportarle fino a casa sua.

Jaffar incassa circa 30 dollari per ogni scimmia, che sarà venduta tra 3 e 6 volte più cara ad un allevamento dell'isola. Che poi rivenderà la sua discendenza per diverse migliaia di dollari. Se Jaffar è un cacciatore riconosciuto, a quanto pare diverse migliaia di bracconieri rifornirebbero gli allevamenti dell'isola.

Interview pubblicata nel 2005 sul giornale l'Express.mu



Quali metodi sono utilizzati sull'isola Maurizio nei centri di allevamento di primati ?

Una tesi veterinaria pubblicata nel 2005 svela la forte mortalità indotta dagli svezzamenti precoci o dallo stress dovuto alla cattività. Alcuni brani:

Cattura

(...) I macachi catturati trascorrono i primi 5 giorni in gabbie individuali per essere sverminati, tatuati e tubercolizzati. Vengono poi messi in quarantena. I macachi sono catturati senza discriminazione di sesso né età. I lotti vengono poi resi omogenei.

Durante la quarantena dopo la cattura, gli animali subiscono 5 intradermotubercolinizzazioni a 15 giorni di intervallo nella palpebra sinistra. Durante questa lunga quarantena, i veterinari procedono alla sverminazione interna ed esterna.



(...) I macachi soffrono di diverse malattie infettive, talvolta zoonosi. E' risaputo che la cattura è un evento particolarmente stressante per gli animali selvatici, per via dello stress del trasporto, lo spostamento geografico e la lotta per la libertà. Questi stress possono

avere gravi conseguenze sullo stato di salute fisico, fisiologico e mentale dell'animale. (...) Tutte le femmine catturate servono ad incrementare il numero di riproduttrici nell'allevamento.

Allevamento

(...) La gestazione del Macaca fascicularis dura in media 167 giorni e le figliate si limitano ad uno o eccezionalmente due cuccioli. L'istinto materno è molto forte ed i piccoli sono svezzati verso l'età di 9 mesi in ambiente naturale.

(...) Gli animali hanno tra 10 e 12 mesi e pesano tra 1,2 kg e 2,2 kg al momento della separazione dalla madre. Gli animali sono catturati insieme alla madre, poi separati per la pesatura e la somministrazione di un integratore vitaminico. Vengono poi collocati in una gabbia per il trasporto e liberati nella loro nuova voliera con animali svezzati lo stesso giorno e provenienti dalle altre voliere d'allevamento. Le voliere raggruppano circa 40 animali. Questa promiscuità tra animali di provenienza e maturità diverse in uno spazio confinato costituisce un rischio importante di apparizione di malattie infettive e di diarree. Ogni addetto ha la responsabilità di 4 voliere. E' incaricato di pulirle, distribuire il cibo, annotare le nascite, le mortalità e segnalare qualsiasi anomalia al personale di inquadramento.



(...) La risposta alla separazione madre-cucciolo in molte specie di macachi include l'alterazione delle funzioni fisiologiche: calo della frequenza cardiaca, aumento della cortisolemia, calo della temperatura corporea nella mamma e nel piccolo. Le variazioni aumentano con l'intensità della risposta di protesta e di disperazione: i piccoli che gridano più spesso e restano più a lungo in disparte dopo la separazione, presentano le modificazioni più marcate.



(...) In cattività, il confinamento, il raggruppamento di individui provenienti da gruppi sociali diversi, la prossimità dell'uomo, sono tutti fattori che favoriscono l'apparizione e la persistenza di malattie infettive. L'apparizione di una malattia infettiva in una voliera è un evento che può essere grave con tassi di morbilità e mortalità elevati in quanto la promiscuità favorisce il contagio degli animali di tutta la colonia.

La mortalità è molto alta se non si pone in atto rapidamente un trattamento. Le perdite di animali rappresentano un mancato guadagno per l'allevamento. Si ritiene che nei centri di ricerca tra il 31 ed il 67% delle mortalità siano dovute ad infezioni gastro-intestinali. (...) Tutte le patologie sugli animali da laboratorio hanno ripercussioni economiche considerevoli. In effetti, i trattamenti intrapresi, il tempo durante il quale i lotti di animali restano inutilizzabili sono perdite secche per i laboratori.

Tesi di Jérôme Dufour (2005) svolta negli allevamenti di Noveprim « Les diarrhées du macaque cynomolgus (Macaca fascicularis) : essai de prophylaxie dans un élevage de l'île Maurice ». Ecole Nationale Vétérinaire de Toulouse.

http://oatao.univ-toulouse.fr/1127/1/celdran_1127.pdf

Sperimentazioni su primati

Maltrattamenti, torture psichiche e violenze

Regolarmente, scene strazianti filmate con telecamera nascosta sono rivelate al pubblico. Non provengono da un laboratorio in Asia o negli Stati Uniti ma da laboratori europei. Anche in Svizzera esperimenti di ricerca fondamentale sono effettuati su primati terrorizzati. Per un guadagno scientifico tuttora da dimostrare.

2003 - Covance Münster (DE)

Nel dicembre 2003, un militante della BUAV infiltrato da cinque mesi in un laboratorio della società Covance rende pubbliche immagini riprese con telecamera nascosta. Vi si vedono addetti del centro che si divertono a ridicolizzare dei primati obbligandoli a ballare dondolando la testa su un ritmo musicale. Un tecnico di laboratorio è addirittura sorpreso mentre infila un tubo nella gola di una scimmia. Le immagini mostrano anche le minuscole gabbie in cui sono confinati gli animali per periodi che possono durare anni. La società Covance (rilevata nel 2014 dalla LabCorp) offre i propri servizi alle industrie farmaceutiche e chimiche per testare le loro molecole o i nuovi prodotti. Tra i suoi diversi clienti, conta anche diverse ditte svizzere.



2005 - EPF Zurigo (CH)

Fin dalla nascita, dei cuccioli di scimmia erano separati ogni giorno dalla madre e mantenuti in isolamento per un periodo variabile tra 30 minuti e 2 ore. I piccoli urlavano dal terrore ed erano poi restituiti alla madre. Una volta calmati, venivano ricollocati nelle celle di isolamento. L'angoscia costante in cui questi piccoli erano forzati a vivere mirava a modellizzare certi disturbi del comportamento ed uno stato depressivo per studiare gli effetti della separazione nel bambino. Resi pubblici grazie ad una fonte anonima, questi esperimenti, che hanno scioccato l'opinione pubblica, sono stati vietati.



2014 - Max-Planck, Tübingen (DE)

Il 10 settembre 2014, l'emittente tedesca Stern TV mette in onda un film girato con telecamera nascosta nel laboratorio tedesco Max-Planck a Tübingen, nel land di Baden-Württemberg. Le immagini riprese durante sette mesi, tra il 2013 ed il 2014, mostrano macachi palesemente lasciati senza cure, con la faccia ed il cranio insanguinati a causa di trapanazioni. Per agevolare gli interventi sul cervello delle scimmie, vengono fissati chip sul cranio. Questi chip servono anche ad immobilizzare la testa dei primati durante gli esperimenti.





Manifestazione LSCV contro gli esperimenti sulle scimmie a Zurigo



Radunatosi il 3 settembre 2016 nella stazione di Zurigo, il corteo si è recato alla Scuola politecnica federale (ETH) dove un discorso e un happening hanno concluso la manifestazione.

Una menzione speciale va alla polizia zurighese che come al solito ha cercato di ridurre al minimo il diritto alla libertà di espressione : corteo limitato a 70 manifestanti, obbligo di sfilare sui marciapiedi e divieto di manifestare davanti all'ETH. Il corteo è stato seguito da molti agenti di polizia, e per finire sono arrivati anche rinforzi con tanto di casco e fucili a pallottole di gomma. Tutto questo per un centinaio di manifestanti. Almeno si può dire che gli zürighesi sanno come si occupa la loro polizia e a cosa servono le loro tasse. Un grazie di cuore ai militanti che hanno potuto distribuire ai passanti centinaia di volantini informativi lungo il percorso del corteo. Ed a tutti i partecipanti che con la loro presenza hanno contribuito a mantenere la pressione. Il campus dell'UNI e l'ETH è il più importante sito pubblico di sperimentazione animale in Svizzera. Questi esperimenti crudeli devono cessare.



Basilea Città
Lancio di un'iniziativa cantonale

Diritti fondamentali per i primati

Lanciata dal collettivo Sentience Politics, l'iniziativa mira a modificare la costituzione basilese iscrivendovi il diritto per i primati non umani all'integrità psico-fisica (art. 11, al. 2, let.c (nuovo)).

Se l'iniziativa dovesse riuscire, ed essere successivamente approvata dalla popolazione, vorrebbe dire che l'industria farmaceutica basilese dovrà cessare di effettuare esperimenti sui primati. Lo zoo di Basilea potrà continuare a detenerne a determinate condizioni (condizioni di vita e di detenzione conformi ai bisogni della specie, divieto di riproduzione, ecc.) La LSCV sostiene attivamente questa iniziativa che costituisce un primo passo verso un riconoscimento della nozione di diritto per gli animali.

L'iniziativa da firmare si trova a pagina 40 del presente giornale. Attenzione: possono firmarla soltanto le persone residenti nel cantone di Basilea Città e con diritto di voto ! Grazie per non firmarla se non rispondete ai requisiti.

Per partecipare alla raccolta delle firme nel cantone di Basilea Città, potete contattare Benjamin : b.frei@lscv.ch oppure 079 604 02 90.

Tutte le informazioni sull'iniziativa in tedesco ed in inglese si trovano sul sito internet di Sentience Politics : <https://sentience-politics.org/de/grundrechte-fuer-primate/>

Grazie di cuore !

Corse di levrieri prossimamente vietate in uno Stato australiano

Dopo una serie di scandali per via dell'utilizzazione di esche viventi e dell'uccisione di cani, il Primo ministro del Nuovo Galles del Sud (Australia) Mike Baird ha annunciato che le corse di levrieri saranno vietate in questo Stato a partire dal 1º luglio 2017. 68'000 cani sarebbero stati uccisi negli ultimi dodici anni e tra il 10 ed il 20% degli allenatori sono sospettati di utilizzare esche viventi.



Riacquisto di prodotti bio e vegan dalla Danone

Il gigante francese dell'agroalimentare Danone ha annunciato, nel luglio 2016, di aver rilevato il gruppo americano The WhiteWave Foods per 12,5 miliardi di dollari. In seguito a questo rilevamento, marche bio emblematiche specializzate nelle bevande vegetali, come Silk, So Delicious, Alpro o Vega, passano sotto la direzione della Danone.



Produzione di animali da laboratorio



ENVIGO, il peggio che poteva capitare

Le ditte Huntingdon Life Sciences e Harlan Laboratories, regolarmente denunciate per i maltrattamenti inflitti agli animali nei loro laboratori, si sono fuse in un'unica entità battezzata Envigo.

Con 3800 dipendenti, Envigo diventa il secondo fornitore di animali per la ricerca ed il terzo nel settore dello sviluppo preclinico per il farmaco. Envigo offre i propri servizi alle industrie per la somministrazione coatta a schiere di roditori, conigli, cani e primati, di sostanze chimiche ed altre molecole per valutarne la tossicità. Su richiesta, produce inoltre milioni di modelli animali portatori di modificazioni genetiche o di malattie a seconda dei bisogni dei ricercatori.

Il mercato annuo della produzione di animali per i laboratori è stimato a 1 miliardo di dollari.

Germania

Per il tribunale, la tritazione dei pulcini è conforme alla protezione degli animali

Adito da 11 avicoltori, il Tribunale amministrativo superiore (OVG) di Münster ha contestato, il 20 maggio 2016, la volontà del ministro dell'Ambiente, dell'Agricoltura e dell'Energia del land tedesco della Renania settentrionale-Westfalia, Johannes Remmel, di vietare la tritazione dei pulcini.

Per il Tribunale, si tratta di valutare gli interessi tra gli aspetti etici della protezione degli animali e gli interessi economici umani. Essendo venuti a mancare gli sbocchi commerciali per i pulcini maschi, la loro eliminazione « *rientra nel processo volto a fornire uova e carne alla popolazione* ». 48 milioni di pulcini sono eliminati ogni anno in Germania.

In Svizzera, la tritazione (omogeneizzazione) è autorizzata dalla legge (art. 183, cpv. 1 OPAn). Stando all'Ufficio fe-



derale della sicurezza alimentare e di veterinaria (USAV), non si praticherebbe più l'abbattimento dei pulcini tramite tritazione. Tutti i pulcini sarebbero uccisi tramite l'impiego di CO2. Il che non è meglio, o forse è addirittura peggio a seconda del sistema posto in atto.

La cosa più semplice ? Fare a meno delle uova. Ed in generale di tutti i prodotti animali.





Nell'ambito della settimana d'informazione sul Botox, portata avanti simultaneamente in 11 paesi europei dal 18 al 24 luglio 2016 insieme ai nostri colleghi dell'ECEAE, la LSCV ha condotto diverse azioni di protesta in Svizzera romanda e Svizzera tedesca.

Quest'anno, la campagna mirava la ditta EISAI ed i suoi test su animali per la fabbricazione del suo prodotto NeuroBloc a base tossina botulinica B. Sono state inviate centinaia di cartoline postali alla sua sede zurighese e sono stati stampati flyer informativi distribuiti ai passanti. In seguito a diversi anni di campagne

di protesta contro la ditta americana Allergan, quest'ultima ha posto termine ai test sugli animali e nel 2012 ha fatto convalidare un test sostitutivo in vitro. La campagna mira oggi gli altri fabbricanti affinché a loro volta si impegnino nello sviluppo di un test sostitutivo.



Pur essendo stata inizialmente utilizzata a scopi medici per curare patologie quali il torcicollo muscolare congenito o l'emicrania cronica, la tossina botulica è meglio conosciuta per il suo uso cosmetico. Raggruppati sotto la denominazione generica di « Botox », i diversi prodotti a base di tossina botulica sono somministrati sotto forma di iniezioni, causa di una leggera paralisi che attenua temporaneamente l'apparizione di piccole rughe facciali.

La tossina botulica è prodotta da un battere. Si tratta della più potente neurotossina disponibile sul mercato. Ogni lotto di prodotto a base di tossina botulica è oggetto di test volti a verificarne l'efficacia e la sicurezza.

Ogni anno circa 600'000 roditori sono sottoposti al test della LD50 (dose letale al 50%) inteso a valutare questi prodotti. Successivamente ad un'iniezione nell'addome di un centinaio di topi o ratti, almeno metà di questi animali agonizzeranno lentamente, pienamente coscienti, per diversi giorni. La tossina induce anzitutto una paralisi, seguita da asfissia, coma ed infine morte.



animali-parlamento.ch

Chi difende gli animali?

HOME PARLAMENTO FEDERALE ELEZIONI 2015 VALUTAZIONI CHI SIAMO? CONTATTO

Français Deutsch Italiano

ELEZIONI 2015

Quali sono i candidati sensibili alla causa animale che potranno contribuire alla sua evoluzione? Quali sono al contrario i candidati che rischiano di opporsi al miglioramento della sorte degli animali o che non daranno nessuna importanza a questi ultimi?

SEGUITE LA CLASSIFICAZIONE STABILITA PER CANTONE O REGIONE LINGUISTICA

SVIZZERA ROMANDA (FRANCESE) SVIZZERA TEDESCA (TEDESCO) TICINO (ITALIANO)

www.animali-parlamento.ch

Troppi oggetti mirati ad una migliore protezione degli animali sono regolarmente respinti. La protezione degli animali in Svizzera si decide a Berna e abbiamo bisogno di eletti in grado di coinvolgersi per questa causa.

animali-parlamento.ch è una piattaforma web che informa sulle attività e prese di posizione nel settore degli animali e della loro protezione, dei Consiglieri nazionali ed agli Stati eletti al parlamento federale oppure delle persone che si candidano all'elezione.

Diversi menu scorrevoli permettono di trovare per ogni cantone i nomi dei candidati e gli eletti favorevoli alla protezione degli animali, nonché coloro che si oppongono o che agiscono contro un miglioramento della situazione attuale. La classificazione degli eletti e candidati prende in conto esclusivamente il settore sopraccitato, a prescindere dalle idee e dagli obiettivi dei partiti che rappresentano.

animali-parlamento.ch è apolitica, gestita da un collettivo formato da diverse organizzazioni di protezione degli animali, che sostengono la piattaforma.

Shop



Commande à / Bestellung bei / Ordinate a : **LSCV** - CP 148 - 1226 Thônex

Nom / Name / Nome

Prénom / Vorname / Cognome

Adresse / Indirizzo

Téléphone / Telefon / Telefono

e-mail

T-shirt

T-shirt CLIQUE FASHION-T • Poids/Gewicht/Peso: 160 g/m²
• Qualité/Qualität/Qualità: 100% coton/Baumwolle/cotone

Homme - Herren

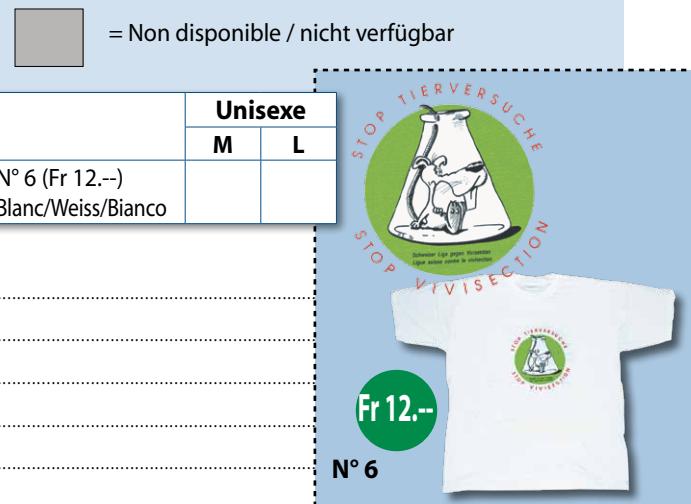
S - M - L

Femme - Damen

S/36 - M/38 - L/40



	Homme - Herren			Femme - Damen		
	S	M	L	S/36	M/38	L/40
N° 1 (Fr 22.--) Blanc/Weiss/Bianco						
N° 2 (Fr 22.--) Blanc/Weiss/Bianco						
N° 4 (Fr 24.--) Français Noir/Schwarz/Nero						
N° 5 (Fr 24.--) Deutsch Noir/Schwarz/Nero						
N° 7 (Fr 22.--) Deutsch Blanc/Weiss/Bianco						
N° 8 (Fr 22.--) Français Blanc/Weiss/Bianco						
N° 9 (Fr 22.--) Deutsch Blanc/Weiss/Bianco						
N° 10 (Fr 18.--) Deutsch Vert/Grün/verde						
N° 11 (Fr 20.--) LSCV Vert/Grün/verde (BIO)						



Dépliants présentation LSCV - Gratuit
LSCV-Prospekt - Gratis
Pieghevoli presentazione LSCV - Gratuito



FR

DE

IT

Dépliants cosmétiques - Gratuit
Kosmetik-Prospekt - Gratis
Pieghevoli cosmetici - Gratuito



FR

DE

IT

N°53 Septembre - September 2016

39



Pin's CHF 3.-

FR

Button CHF 3.-

DE



Go vegan CHF 2.-

Flyer A5 - Gratuit
Air France-KLM

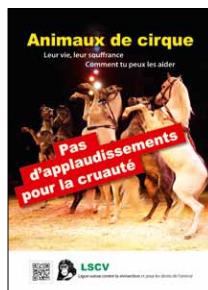


FR-DE-EN



FR

Cirque



FR

Vegan



FR

Flyer A5 - Gratis
Pelz



DE

Cirkus



DE

Vegan



DE

Autocollant - Aufkleber - Autoadesivo

Gratuit

Gratis

Gratis



Pas elle ni lui



Air France



Vivisection NON



Non à la fourrure



Alternatives

Italiano



Vivisezione NO



No alla pelliccia



(Volpe)



Solo dei Mostri

Deutsch



Weder Er noch Sie



Forschungsmethoden



Air France



Hörst Du mich?



Nur Monster



Pelz ist Schmerz



Tierversuche NEIN



Stoppt Tierversuche

Volksinitiative Kanton Basel-Stadt Grundrechte für Primaten

Gestützt auf § 47 der Verfassung des Kantons Basel-Stadt vom 23. März 2005 und das Gesetz betreffend Initiative und Referendum (IRG) vom 16. Januar 1991 reichen die unterzeichnenden Stimmberechtigten des Kantons Basel-Stadt folgende Initiative ein:



grundrechte-primaten.ch

Die Verfassung des Kantons Basel-Stadt wird wie folgt geändert:

§ 11 Grundrechtsgarantien

2 Diese Verfassung gewährleistet überdies:

c. (neu) das Recht von nichtmenschlichen Primaten auf Leben und auf körperliche und geistige Unversehrtheit.

Begründung:

- Wir Menschen gehören der Ordnung der Primaten an und sind nahe verwandt mit über dreihundert weiteren Primatenspezies (sog. nichtmenschlichen Primaten). Nichtmenschliche Primaten sind hochintelligent, können mit Menschen in Zeichensprache kommunizieren, sind leidenschaftlich, empfinden Empathie für andere und können sich sowohl an vergangene Ereignisse erinnern als auch in die Zukunft blicken.
- Die heutige Tierschutzgesetzgebung und -praxis in der Schweiz tragen den Interessen von (nichtmenschlichen) Primaten, nicht zu leiden und nicht getötet zu werden, kaum Rechnung: Diese fundamentalen Interessen der Primaten sind im Kerngehalt nicht geschützt und müssen häufig selbst unwichtig menschlichen Interessen weichen.
- Gleiche Interessen sollten gleichermaßen berücksichtigt und geschützt werden, unabhängig von der Artzugehörigkeit eines Individuums.
- Das Leben und die körperliche und geistige Unversehrtheit von Primaten können nur mittels Grundrechten effizient gesichert werden.
- Im Kanton Basel-Stadt werden derzeit mehrere hundert Primaten gehalten, die des Schutzes durch Grundrechte bedürfen.
- Die Grundrechte auf Leben und Unversehrtheit stellen die biomedizinische Forschung als solche keineswegs in Frage, und sofern die geforderten Grundrechte nicht verletzt werden, dürfen Primaten auch weiterhin in der Forschung eingesetzt werden. Auch eine grundrechtskonforme Zoohaltung von Primaten wäre möglich.
- Die Kantone können zusätzliche Grundrechte schaffen, die weiter gehen als die Grundrechte in der Bundesverfassung. Unsere Initiative ist somit auch bundesrechtskonform. Sie betrifft nicht den Bereich des Tier- und Naturschutzes im engen Sinn des Bundesrechts, sondern den Bereich der Grundrechte.

Politische Gemeinde:	<input type="checkbox"/> Basel	<input type="checkbox"/> Riehen	<input type="checkbox"/> Bettingen	Name	Vorname	Geburtsdatum	Adresse	Unterschrift	leer lassen
1
2
3
4
5
6
7
8
9
10

Wer das Ergebnis einer Unterschriftenannahme fälscht oder bei einer Unterschriftenannahme besticht oder sich bestehen lässt, macht sich nach Art. 281 resp. 282 des Strafgesetzbuches strafbar. Die Initiative kann von der Mehrheit der im Zeitpunkt der Rückzugserklärung stimmberechtigten Mitglieder des Initiativkomitees zurückgezogen werden (§12 Abs. 1 IRG). Mitglieder des Initiativkomitees: **Michael Eichmann** (Masterstudent Bioinformatik), **Mirjam Kohler** (Präsidentin IUSO Basel), **Mariele Kappeler** (Vorstand Vegane Gesellschaft Schweiz), **Adriano Mannino** (Präsident Sentience Politics), **Adrian Marmy** (Vorstand basel-vegan.ch), **Deborah Ness** (Grüne Partei), **Prof. Dr. Dominique de Quervain** (Professor für Kognitive Neurowissenschaften, Universität Basel), **Michèle Schenker** (Beraterin Institut für Wirtschaftsstudien Basel), **Jonas Vollmer** (Stiftung für Effektiven Altruismus).

Publikation im Kantonsblatt: 22. Juni 2016; Ablauf der Sammelfrist: 22. Dezember 2017. Bitte den ganz oder teilweise ausgefüllten Bogen sofort einsenden an **Sentience Politics, Effingerstrasse 25, 4057 Basel**.